

Contrat d'Assurance

Conditions Générales

- Auto



ASSURANCE
A U T O

Tableau des formules de garanties des particuliers

GARANTIES	Pages	TIERS MINI	TIERS MAXI	TOUS RISQUES
Responsabilité civile/Défense	12	●	●	●
Recours	17	●	●	●
Dommages corporels du conducteur	21	●	●	●
Assistance de base	40	●	●	●
Événements climatiques	25	●	●	●
Catastrophes naturelles	25	●	●	●
Bris de glace	26	○	●	●
Vol	27		●	●
Incendie, Explosion, Attentat	26		●	●
Contenu et équipement du véhicule	28		●	●
Dommages tous accidents	27			●
Assistance panne 0 Km	43	○	○	○
Véhicule de remplacement +	44	○	○	○
Capital panne	45			○
PACK PROTECTION DE L'AUTOMOBILISTE				
Défense juridique de l'automobiliste	33	○	○	○
PACK SÉCURITÉ FINANCIÈRE				
Indemnisation +	32			○

● Incluse dans la formule

○ Si garantie souscrite

Tableau des formules de garanties des professionnels

GARANTIES	Pages	TIERS MINI	TIERS MAXI	TOUS RISQUES
Responsabilité civile/Défense	12	●	●	●
Recours	17	●	●	●
Dommages corporels du conducteur	21	●	●	●
Assistance de base	40	●	●	●
Événements climatiques	25	●	●	●
Catastrophes naturelles	25	●	●	●
Bris de glace	26	○	●	●
Vol	27		●	●
Incendie, Explosion, Attentat	26		●	●
Aménagements professionnels et Accessoires hors série	30		●	●
Contenu professionnel	29		●	●
Dommages Tous accidents	27			●
Assistance panne 0 Km	43	○	○	○
Responsabilité civile taxi	48	○	○	○
Véhicule de remplacement +	44	○	○	○
Capital panne	45			○
PACK PROTECTION DE L'AUTOMOBILISTE				
Défense juridique de l'automobiliste	33	○	○	○
PACK SÉCURITÉ FINANCIÈRE				
Indemnisation +	32			○
PACK PRO				
Bris interne des aménagements professionnels	31		○	○
Perte financière	31			○

● Incluse dans la formule

○ Si garantie souscrite

Où trouver ce que vous cherchez ?

	Pages
Tableau des formules de garanties _____	2
Ce que vous devez savoir _____	6
Ce que vous devez faire en cas de sinistre _____	10
Les garanties Responsabilité civile - Défense _____	12
La garantie Recours _____	17
Les garanties Dommages corporels du conducteur _____	21
Les garanties Dommages au véhicule assuré et son contenu _	25
● Catastrophes naturelles	25
● Événements climatiques	25
● Bris de glace	26
● Incendie, Explosion, Attentat	26
● Vol	27
● Dommages tous accidents	27
● Contenu et équipement du véhicule	28
● Contenu professionnel	29
● Aménagements professionnels et Accessoires Hors Série	30
Les garanties Dommages complémentaires _____	31
● Bris interne des aménagements professionnels	31
● Perte financière	31
● Indemnisation +	32

La garantie Défense juridique de l'automobiliste _____	33
La garantie Assistance de base _____	40
Les garanties d'Assistance complémentaires _____	43
● Assistance Panne 0 kilomètre	43
● Véhicule de remplacement +	44
La garantie Capital panne _____	45
La garantie Responsabilité civile taxi _____	48
Tarif spécial - de 8 000 km _____	54
Comment serez-vous indemnisé ? _____	55
Les exclusions communes à toutes les garanties du contrat ____	60
Le conducteur du véhicule assuré _____	62
La vie de votre contrat _____	64
● Formation de votre contrat	64
● Déclaration du risque	64
● Votre cotisation	65
● Durée de votre contrat	66
● Dispositions diverses	68
Votre Coefficient Bonus/Malus _____	71
Les clauses légales (Bonus/Malus, Catastrophes naturelles, Fonctionnement des garanties "Responsabilité civile" dans le temps) _____	73
Lexique _____	81

Ce que vous devez savoir

● Pour être bien assuré

Vous devez au minimum assurer les dommages que votre véhicule est susceptible de causer aux autres, c'est-à-dire à vos passagers, à un autre automobiliste, à un piéton, à un cycliste...

Cette assurance est obligatoire depuis 1958 (pour plus de renseignements reportez-vous à la page 12).

Vous pouvez choisir d'assurer les détériorations, ou certaines d'entre elles, que peut subir votre véhicule, ses accessoires, son contenu, en souscrivant les garanties dommages prévues à cet effet (pour plus de renseignements reportez-vous aux pages 25 à 32).

Vous devez également savoir que les dommages corporels du conducteur ne sont jamais obligatoirement garantis lorsqu'il est responsable. Pour mieux vous protéger nous avons choisi d'inclure dans toutes nos formules, des garanties dommages corporels du conducteur qui permettent à celui-ci de bénéficier d'une couverture d'assurance dans ce cas (pour plus de renseignements reportez-vous aux pages 21 et 24).

● Sur les pays dans lesquels vous êtes garanti

Vous bénéficiez des garanties de votre contrat :

- en France métropolitaine, dans les Départements et Territoires d'Outre-mer,
- au cours de déplacements effectués :
 - dans les pays de l'Union européenne et dans les États suivants : Vatican, Saint-Marin, Liechtenstein,
 - dans les principautés d'Andorre et de Monaco,
 - et aussi dans les pays mentionnés et non rayés sur la carte verte*.



Tout déplacement à l'étranger ou dans un Département ou Territoire d'Outre-mer d'une durée supérieure à 3 mois doit nous être signalé, faute de quoi vous vous exposez à des difficultés en cas de sinistre.

Les garanties que vous avez choisies vous sont également acquises lorsque le véhicule est transporté par air ou par eau entre deux pays où nos garanties sont accordées.

● Si vous tractez une remorque ou une caravane

- Si le poids total autorisé en charge de la remorque ou caravane est **supérieur à 750 kg** : pour que l'ensemble formé par le véhicule et la caravane (ou remorque) soit assuré, il est indispensable que le véhicule et la caravane (ou remorque) soient l'un et l'autre assurés.
- Si le poids total autorisé en charge de la remorque ou caravane est **inférieur ou égal à 750 kg** : nous accordons gratuitement et sans déclaration préalable nos garanties Responsabilité civile - Défense et Recours à la caravane (ou remorque) **attelée** au véhicule assuré.
- Nous accordons également gratuitement et sans déclaration préalable nos garanties Responsabilité civile - Défense et Recours à l'appareil terrestre* **attelé** au véhicule assuré.

Si le poids de votre caravane (ou remorque) est supérieur à 500 kg, vous devez en cas de contrôle être en possession d'une attestation d'assurance (carte verte*). Contactez votre conseiller afin que cette attestation vous soit remise.

* Cf. Lexique

● Conseils réparation : si vous êtes entièrement responsable...

...d'un accident de la circulation garanti par nos soins et que vous n'avez pas souscrit la garantie Dommages tous accidents, vous ne pouvez bénéficier d'aucune indemnisation pour votre véhicule.

Nous vous offrons **la possibilité de faire expertiser votre véhicule endommagé par un de nos experts**, dans un garage recommandé par nos soins. Il vous conseillera en matière de réparations.

● Si vous voulez vendre votre véhicule

Vous devez remettre à l'acheteur de votre véhicule un certificat de situation administrative établi depuis moins de 15 jours, attestant que le véhicule n'a pas été gagé ou qu'il n'a pas été fait opposition au transfert de la carte grise de votre véhicule. Pour obtenir ce certificat, adressez-vous à la Préfecture du département d'immatriculation de votre véhicule (Service des cartes grises).

Vous devez, dans les 15 jours suivant la vente, adresser à la Préfecture une déclaration (imprimé CERFA) l'informant de cette vente, en indiquant notamment l'identité et le domicile du nouveau propriétaire. Un exemplaire de cette déclaration (certificat de vente) est remis à l'acheteur.

Vous devez également, avant de remettre la carte grise au nouveau propriétaire, y porter la mention "Vendu le..." suivie de la date et de votre signature.

Si votre véhicule est âgé de 4 ans ou plus, vous devez préalablement le soumettre à un contrôle technique sauf si celui-ci a déjà fait l'objet d'un contrôle technique au cours des 6 mois précédents.

Vous devez immédiatement nous informer, par lettre recommandée, de cette vente en nous adressant les pièces justificatives ainsi que le certificat et l'attestation d'assurance (carte verte*) ; **le lendemain à zéro heure du jour de la vente, le véhicule n'est plus assuré par votre contrat.**

Vous prendrez soin d'exiger de votre acheteur le paiement du véhicule par chèque de banque*.

SI VOUS REMPLACEZ VOTRE VÉHICULE : votre ancien véhicule en instance de vente continue à bénéficier des garanties que vous aviez souscrites, pour des essais en vue de sa vente ou vos déplacements privés, à l'exclusion de vos trajets domicile-travail et de vos déplacements professionnels, pendant 30 jours à compter de la date à laquelle nous assurons votre nouveau véhicule.

● En cas d'immobilisation de votre véhicule...

... à la suite d'une panne ou d'un accident, outre les dispositions prévues dans la garantie Véhicule de remplacement +, nous vous offrons la possibilité de transférer les garanties souscrites **à l'exception de la garantie Capital panne**, sur un véhicule de remplacement pendant la durée d'immobilisation avec un maximum de 30 jours.

Pour cela prenez contact avec votre conseiller : après accord de celui-ci une nouvelle fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) précisant les dates du transfert des garanties et les coordonnées du véhicule de prêt vous sera remise.

* Cf. Lexique

● Sur le contrôle technique

Le contrôle technique est un examen détaillé de l'état général de votre véhicule.

Il est obligatoire si votre véhicule est âgé de 4 ans ou plus et doit être effectué dans les 6 mois précédant la date du 4^{ème} anniversaire de sa mise en circulation. Le contrôle devra ensuite être renouvelé pour ce même véhicule tous les 2 ans.

Cet examen doit être effectué par un centre de contrôle agréé.

Certaines anomalies décelées par ce contrôle (système de freinage...) doivent obligatoirement être réparées. Ces anomalies vous sont notifiées par le centre de contrôle.

Si vous ne respectez pas ces obligations vous vous exposez à des sanctions : amendes, voire immobilisation de votre véhicule.

● Sur la conduite accompagnée (Apprentissage anticipé à la conduite : A.A.C.)

Cet apprentissage dispensé par les auto-écoles est ouvert à toute personne âgée au minimum de 16 ans (il n'y a pas de limite d'âge supérieure).

A l'issue d'une formation initiale dans une auto-école et après avoir réussi l'épreuve théorique du permis de conduire (code de la route), l'apprenti aura la possibilité de conduire votre véhicule à condition qu'il soit accompagné ; il pourra ainsi poursuivre son apprentissage de la conduite jusqu'à l'obtention de son permis de conduire.

La période d'observation ne peut être inférieure à 1 an à compter de la date de fin de formation initiale.

L'accompagnateur doit être titulaire d'un permis de conduire depuis au moins 5 ans sans interruption, et ne pas avoir été condamné pour différentes infractions (homicides et blessures involontaires, état alcoolique*, délit de fuite...).

Vous êtes intéressé par cette formation et souhaitez connaître les avantages que nous vous réservons ? Prenez préalablement contact avec votre conseiller.

● Sur la conduite supervisée (Apprentissage avec conduite supervisée)

Cet apprentissage dispensé par les auto-écoles est ouvert à toute personne âgée au minimum de 18 ans (il n'y a pas de limite d'âge supérieure).

Dès la signature du contrat de formation ou à l'issue d'une formation initiale dans une auto-école et après avoir réussi l'épreuve théorique du permis de conduire (code de la route) ou après avoir échoué à l'épreuve pratique de l'examen du permis de conduire, l'apprenti aura la possibilité de conduire votre véhicule à condition qu'il soit accompagné ; il pourra ainsi poursuivre son apprentissage de la conduite jusqu'à l'obtention de son permis de conduire.

La période d'observation ne peut être inférieure à 3 mois à compter de la date de délivrance de l'attestation d'autorisation de conduire en conduite supervisée.

L'accompagnateur doit être titulaire d'un permis de conduire depuis au moins 5 ans sans interruption, et ne pas avoir été condamné pour différentes infractions (homicides et blessures involontaires, état alcoolique*, délit de fuite...).

Vous êtes intéressé par cette formation et souhaitez connaître les avantages que nous vous réservons ? Prenez préalablement contact avec votre conseiller.

* Cf. Lexique

● Sur la conduite encadrée (Apprentissage avec conduite encadrée)

Cet apprentissage dispensé par les établissements de formation professionnelle (CAP, BEP de chauffeur routier) est ouvert à toute personne en formation professionnelle âgée au minimum de 16 ans.

À l'issue d'une formation initiale dans l'établissement de formation professionnelle et après avoir réussi l'épreuve théorique du permis de conduire (code de la route) l'apprenti aura la possibilité de conduire votre véhicule à condition qu'il soit accompagné ; il pourra ainsi poursuivre son apprentissage de la conduite jusqu'à l'obtention de son permis de conduire.

L'accompagnateur doit être titulaire d'un permis de conduire depuis au moins 5 ans sans interruption, et ne pas avoir été condamné pour différentes infractions (homicides et blessures involontaires, état alcoolique*, délit de fuite...).

Vous êtes intéressé par cette formation et souhaitez connaître les avantages que nous vous réservons ? Prenez préalablement contact avec votre conseiller.

● Si vous voulez modifier votre contrat

Prenez contact avec votre conseiller, ou informez nous par lettre recommandée, des modifications à apporter à votre contrat.

Si nous ne refusons pas votre demande de modification dans les 10 jours de sa réception, vous pouvez la considérer acceptée.

● Sur nos obligations respectives

Nous devons :

- à chaque échéance vous informer
 - du montant de votre cotisation,
 - de la date de son règlement,
 - de la date limite d'exercice de votre droit à dénonciation du contrat pour les contrats couvrant les personnes physiques en dehors de leurs activités professionnelles.
- régler les sinistres garantis,
- réaliser les prestations convenues, dans les conditions prévues par votre contrat.

Vous devez :

- à la souscription du contrat répondre avec exactitude aux questions posées dans les documents de souscription,
- en cours de contrat nous signaler par lettre recommandée et dans les 15 jours où vous en avez connaissance, tout élément nouveau susceptible de modifier le risque que vous nous avez demandé d'assurer (pour plus de renseignements reportez-vous page 64),
- régler vos cotisations aux dates convenues,
- nous déclarer les sinistres dans les délais et conditions prévus page 10.

EN CAS DE DIFFICULTÉS

Concernant la nature et l'étendue de nos garanties, les particularités de votre contrat, les démarches à effectuer... votre conseiller est à votre disposition pour répondre à toutes vos questions.

* Cf. Lexique

Ce que vous devez faire en cas de sinistre

● Votre déclaration

Vous devez nous déclarer le sinistre dès que vous en avez connaissance et au plus tard :

- dans les 2 jours ouvrés en cas de vol,
- dans les 10 jours en cas de catastrophes naturelles,
- dans les 5 jours ouvrés dans tous les autres cas.

Votre déclaration doit nous être confirmée par écrit dans les délais précisés ci-dessus et vous devez notamment nous indiquer :

- la date, l'heure et le lieu précis du sinistre,
- la nature et les circonstances exactes de celui-ci,
- ses causes et conséquences connues ou présumées,
- les nom et adresse du conducteur ou de l'auteur du sinistre, des victimes, des témoins éventuels,
- la marque et le numéro d'immatriculation du ou des véhicules en cause, les coordonnées de l'autorité de police ou de gendarmerie ayant le cas échéant effectué un constat ou un procès-verbal,
- les garanties souscrites pour les mêmes risques auprès d'autres assureurs.



Si vous ne respectez pas ces délais, sauf cas fortuit ou de force majeure, nous serons en droit de refuser la prise en charge du sinistre, c'est-à-dire d'appliquer la déchéance*, si ce retard nous a causé un préjudice.

Cette déchéance n'est pas opposable aux victimes.

Vous devez, par ailleurs, faire tout ce qui est en votre pouvoir pour limiter les conséquences du sinistre, sauver les objets assurés et veiller ensuite à leur conservation.



Si vous ou la personne assurée faites intentionnellement une fausse déclaration sur la nature, les causes, circonstances et conséquences d'un sinistre, nous serons en droit de refuser sa prise en charge, c'est-à-dire d'appliquer la déchéance*.

Cette déchéance n'est pas opposable aux victimes.

● En cas de dommages causés à autrui

Vous ou la personne assurée, devez nous transmettre dès réception, tous documents que vous recevez en rapport avec le sinistre.



Tout retard apporté à la transmission de ces documents peut avoir des conséquences sur les conditions d'exercice de nos garanties et nous pouvons dans un tel cas vous réclamer une indemnité correspondant au préjudice que votre négligence nous aura causé.

Vous ou la personne assurée ne devez accepter aucune reconnaissance de responsabilité ni transiger sans notre accord avec la ou les personnes concernées.

Nous ne serons pas engagés par une telle reconnaissance de responsabilité ou une telle transaction.

En cas d'action en justice nous assumons votre représentation ou celle de la personne assurée et dirigeons le procès.

* Cf. Lexique

● En cas de vol, de tentative de vol, de vandalisme

Vous devez immédiatement déposer plainte auprès de la gendarmerie ou des autorités de police et nous transmettre le récépissé de dépôt de plainte.

Vous devez répondre avec exactitude aux questions qui vous seront posées et nous transmettre tous les documents qui vous seront réclamés (carte grise, clés du véhicule, certificat de non gage, factures, procès verbal de contrôle technique...).

Vous devez immédiatement nous avertir lorsque votre véhicule ou les biens volés sont retrouvés.

● En cas de dommages subis par le véhicule assuré ou son contenu

Vous devez nous faire connaître l'endroit précis où ces dommages peuvent être constatés.

Vous devez attendre leur vérification par nos soins pour faire procéder aux réparations.

Vous devez nous adresser toutes les pièces justificatives qui vous seront réclamées pour le règlement.

● En cas de blessures ou de décès

Vous devez nous adresser toutes les pièces justificatives réclamées pour la gestion et le règlement de votre dossier.

● En cas de sinistre survenu à l'étranger

Nous attirons particulièrement votre attention sur les points suivants (en plus des obligations ci-dessus) :

- Relevez et notez très précisément
 - la date, l'heure et le lieu précis du sinistre,
 - les coordonnées de votre adversaire : ses nom, prénom, adresse, le numéro d'immatriculation de son véhicule, sa compagnie d'assurance et son numéro de police.
- Si votre adversaire fait preuve de mauvaise volonté, n'hésitez pas à faire appel aux autorités locales et prenez soin de relever précisément leurs coordonnées.
- Réclamez des justificatifs de tous les frais engagés à la suite du sinistre (remorquage, dépannage...).

Les garanties Responsabilité civile - Défense

● Garantie Responsabilité civile

C'est l'assurance automobile minimum que vous devez souscrire : **elle est obligatoire.**

Le montant de cette garantie est illimité pour les dommages corporels.

Il est limité à 100 millions d'euros pour les dommages matériels.

La garantie est déclenchée par le "fait dommageable" (cf définition page 78).

SON RÔLE : permettre aux victimes d'accidents ou à leurs proches de percevoir des indemnités.

UN EXEMPLE : au volant de votre voiture, vous heurtez un piéton ; celui-ci est gravement blessé.

Votre responsabilité étant engagée, cette garantie permettra de lui rembourser ses pertes de revenus, ses frais d'hospitalisation, de compenser financièrement son handicap physique éventuel ; nous nous chargeons de toutes les démarches et du règlement des indemnités.

Cette garantie permet de compenser financièrement les dommages matériels et corporels subis par les autres (les tiers) lorsque votre responsabilité (ou celle des personnes assurées) est engagée à la suite :

- d'accident, incendie ou explosion causés par le véhicule assuré, les accessoires et produits servant à son utilisation, les objets et substances qu'il transporte,
- de la chute de ces accessoires, objets, substances ou produits.

• QUI EST COUVERT PAR CETTE GARANTIE ?

Cette assurance permet de prendre en charge les conséquences de la responsabilité des personnes suivantes :

- Vous,
- le propriétaire du véhicule assuré lorsque la carte grise de celui-ci n'est pas à votre nom,
- le conducteur et/ou le gardien* du véhicule assuré,
- les passagers du véhicule assuré.

Lorsque le véhicule assuré est utilisé sans votre accord ou contre votre gré, nous demanderons à l'utilisateur de nous rembourser les indemnités que nous aurons versées aux victimes.

Par ailleurs, les garagistes et d'une façon générale les professionnels de la réparation, de la vente, du contrôle de l'automobile, leurs préposés, leurs passagers, ne sont pas garantis lorsque le véhicule leur est confié en raison de leur activité car leur profession est soumise à une obligation d'assurance particulière. Cette non garantie s'applique également au conducteur ou au gardien du véhicule assuré confié à un professionnel de l'automobile.

* Cf. Lexique

● Garantie Défense

SON RÔLE : vous défendre (ainsi que les personnes assurées) à l'amiable ou devant les tribunaux à la suite d'un accident susceptible de mettre en jeu la garantie Responsabilité civile.

UN EXEMPLE : vous avez heurté un piéton ; comme nous vous l'avons précisé nous réglerons ses dommages et en outre :

Nous interviendrons de la façon suivante :

- nous vous informerons de vos droits et de vos obligations,
- nous prendrons en charge les frais de constitution de dossier (enquêtes, procès verbaux de police ou de gendarmerie, constats d'huissier, etc...),
- nous nous engageons à vous défendre à nos frais,
- nous répondrons aux réclamations qui vous seront adressées.

• QUI EST COUVERT PAR CETTE GARANTIE ?

Toutes les personnes dont nous garantissons la responsabilité bénéficient, dans les mêmes conditions, de la garantie Défense à l'exception :

- des personnes poursuivies pour conduite en état alcoolique*, ou sous l'emprise de stupéfiants* ou pour délit de fuite,
- des personnes utilisant votre véhicule sans votre accord ou contre votre gré.

Le remboursement des amendes qui constituent une peine que la loi interdit d'assurer n'est jamais couvert.

● Extensions de la garantie Responsabilité civile

Certaines circonstances échappant à l'obligation d'assurance, nous avons prévu des garanties complémentaires afin que votre contrat vous protège efficacement.

Nous garantissons également :

• LA RESPONSABILITÉ DE L'ENFANT MINEUR

C'est-à-dire la responsabilité que votre enfant mineur ou l'enfant mineur de votre conjoint* peut encourir, lorsqu'il conduit le véhicule assuré à l'insu de ses parents. Cette garantie s'exerce que le mineur soit titulaire ou non du permis de conduire en état de validité.

Les dommages subis par le véhicule assuré et son contenu sont exclus.

* Cf. Lexique

• LE SECOURS AUX BLESSÉS

C'est-à-dire le remboursement des frais engagés pour le nettoyage ou la remise en état des garnitures intérieures du véhicule assuré et de vos effets vestimentaires ou ceux des personnes vous accompagnant, à la suite du transport bénévole d'une personne blessée lors d'un accident.

• L'AIDE BÉNÉVOLE

C'est-à-dire :

- la responsabilité qui peut vous incomber en raison des dommages subis par des personnes qui vous auraient prêté bénévolement leur concours à l'occasion de la circulation du véhicule assuré,
- ou la responsabilité que ces personnes peuvent encourir à l'occasion de cette assistance,
- ou la responsabilité qui peut vous incomber en raison des dommages causés à toute personne à laquelle vous prêtez bénévolement votre concours à l'aide d'un véhicule assuré.

Les opérations de remorquage sont exclues.

• LE REMORQUAGE OCCASIONNEL

C'est-à-dire la Responsabilité civile qui peut vous incomber pour les dommages causés par le véhicule assuré lorsqu'il remorque occasionnellement un autre véhicule terrestre à moteur ou est lui-même remorqué par un véhicule, si le remorquage est effectué **en conformité avec l'article R.317-21 du Code de la Route et l'arrêté du 30 septembre 1975, à savoir :**

- **le véhicule remorqué doit comporter un dispositif de signalisation relié au véhicule tracteur sauf si l'ensemble de ses feux fonctionne et qu'il possède un conducteur,**
- **si le véhicule remorqué n'a pas de conducteur, ce véhicule doit être relié au véhicule tracteur par une barre rigide.**

Les dommages subis par le véhicule tracteur et/ou le véhicule remorqué sont exclus.

• LA RESPONSABILITÉ DU PROPRIÉTAIRE DU VÉHICULE ASSURÉ

C'est-à-dire la Responsabilité civile que le propriétaire du véhicule assuré peut encourir en raison des dommages corporels subis par le conducteur autorisé à la suite d'un accident imputable à une défaillance mécanique du véhicule faisant l'objet d'un entretien régulier.

• LA FAUTE INTENTIONNELLE D'UN PRÉPOSÉ*

C'est-à-dire la responsabilité que vous encourez en application de l'Article L 452-5 du Code de la Sécurité sociale en cas de dommages corporels causés à l'un de vos préposés par la faute intentionnelle d'un autre de vos préposés conduisant un véhicule assuré.

Le paiement de la cotisation supplémentaire mise à votre charge en vertu du dernier alinéa de l'Article L 452-5 du Code de la Sécurité sociale est exclu.

• LA FAUTE INEXCUSABLE*

Nous garantissons le remboursement des sommes réclamées en application des Articles L 452-1 à L 452-4 du Code de la Sécurité sociale en cas de dommages corporels causés par un véhicule assuré à un préposé par votre faute inexcusable (ou si vous êtes une société, de vos représentants légaux ou statutaires) ou de toute personne physique substituée dans la direction de l'entreprise ou de l'établissement.

La garantie comprend la cotisation complémentaire ou le capital mentionné à l'Article L 452-2 du Code de la Sécurité sociale et les préjudices définis à l'Article L 452-3 du même code.

En aucun cas la garantie ne s'étend à la cotisation supplémentaire que la caisse régionale peut imposer à l'employeur dans le cadre de l'Article L 242-7.

Nous assurons la défense amiable et judiciaire de l'assuré ; celui-ci doit donc nous prévenir immédiatement de toute action ou réclamation engagée à son encontre et tout particulièrement dès qu'il est convoqué en conciliation.

* Cf. Lexique

• LA RESPONSABILITÉ DE VOTRE EMPLOYEUR

C'est-à-dire la responsabilité que votre employeur peut encourir à l'occasion d'un accident survenu au cours d'un de vos déplacements professionnels, à condition que le véhicule soit garanti en usage "AFFAIRES", "TOUS DÉPLACEMENTS", "TAXI".

Nous nous engageons à renoncer à tout recours contre votre employeur.

• LA RESPONSABILITÉ DU MONITEUR D'AUTO-ÉCOLE ET LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉLÈVE CONDUCTEUR

C'est-à-dire la responsabilité civile que le moniteur d'auto école peut encourir en raison des dommages corporels causés à l'élève conducteur lorsque ce dernier conduit le véhicule assuré et la responsabilité civile que l'élève peut encourir en raison des dommages corporels causés au moniteur dans l'exercice de ses fonctions.

● Ce qui n'est pas couvert par la garantie Responsabilité civile

Outre les exclusions citées pages 60 et 61, ne sont pas garantis les dommages subis par :

- le conducteur du véhicule assuré,
- les immeubles, choses ou animaux loués ou confiés à n'importe quel titre au conducteur du véhicule assuré.
Toutefois nous garantissons la responsabilité que le conducteur peut encourir du fait des dégâts d'incendie ou d'explosion causés à l'immeuble dans lequel le véhicule assuré est garé,
- les salariés ou préposés* de l'assuré pendant leur service (dommages matériels et corporels) dans les conditions prévues par l'Art. R.211-8 d du Code des assurances*,
- les marchandises et objets transportés, sauf ceux concernant les vêtements des personnes transportées lorsque leur détérioration est l'accessoire d'un accident corporel.
Les marchandises et objets transportés peuvent être couverts dans le cadre des garanties Contenu et Équipement du véhicule ou Contenu professionnel (pages 28 à 30),
- les passagers lorsqu'ils ne sont pas transportés :
 - à l'intérieur d'un véhicule de tourisme ou de transport en commun,
 - à l'intérieur de la cabine ou d'une carrosserie fermée ou d'un plateau muni de ridelles d'un véhicule utilitaire ; ce type de véhicule ne doit pas transporter plus de 8 passagers au total dont 5 maximum hors de la cabine (les enfants de moins de 10 ans ne comptent que pour moitié),
- les auteurs ou complices du vol du véhicule assuré.

* Cf. Lexique

● Sauvegarde des droits des victimes

Ne sont pas opposables aux victimes ou à leurs ayants droit :

- Les déchéances, à l'exception de la suspension régulière de la garantie pour non paiement de votre cotisation.
- La réduction d'indemnité prévue à la page 64 en cas de déclaration inexacte ou incomplète du risque.
- Les exclusions portant sur :
 - le défaut ou la non validité du permis de conduire (page 62),
 - le transport de matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes (page 61),
 - les épreuves, courses, compétitions ou leurs essais (page 61),
 - le transport de sources de rayonnements ionisants (page 61),
 - le transport des passagers dans des conditions de sécurité insuffisantes (page 15).

Dans tous ces cas, nous indemniserons les victimes ou leurs ayants droit pour le compte du (des) responsable(s) et nous exercerons ensuite contre celui-ci (ceux-ci), une action en remboursement de toutes les sommes versées ou mises en réserve à sa (à leur) place.

Lorsque nous invoquons une exception de garantie légale ou contractuelle, nous sommes néanmoins tenus de présenter à la victime une offre d'indemnité telle que prévue par les Articles L 211-8 à L 211-17 du Code des assurances*.

* Cf. Lexique

La garantie Recours

SON RÔLE : vous permettre ainsi qu'aux personnes assurées d'obtenir la réparation des dommages matériels ou corporels subis à la suite d'un accident de la circulation impliquant le véhicule assuré et engageant la responsabilité de l'adversaire des personnes assurées.

UN EXEMPLE : en conduisant votre véhicule, à la suite d'un accident engageant la responsabilité de votre adversaire vous êtes blessé et/ou votre véhicule est endommagé.

Nous interviendrons de la façon suivante :

- nous vous informerons et vous conseillerons sur vos droits mais aussi sur vos obligations,
- nous prendrons en charge les frais de constitution de votre dossier (enquêtes, procès verbaux de police ou de gendarmerie, constats d'huissier...),
- nous prendrons en charge les frais et honoraires des experts que nous désignerons afin d'évaluer vos dommages,
- nous présenterons à l'amiable avec votre accord votre réclamation au(x) responsable(s) des dommages,
- lorsqu'un refus est opposé à la réclamation dont vous êtes l'auteur ou le destinataire et si votre adversaire est assisté ou représenté par un avocat vous devez être défendu dans les mêmes conditions dès que vous ou nous en sommes informés. Vous avez alors le libre choix de votre avocat,
- en cas de nécessité de défendre l'affaire devant les tribunaux, nous prenons en charge les frais et honoraires, taxes comprises, de l'avocat que vous avez choisi pour vous assister ou vous représenter dans les limites prévues dans le tableau ci-après,
- nous prenons également en charge le coût des auxiliaires de justice auxquels il est nécessaire de faire appel.

Pour toute réclamation concernant des dommages consécutifs à un sinistre dont le montant est inférieur à 1 235 €* nous exercerons un recours amiable à l'exclusion de tout recours par voie judiciaire.

* Ce seuil est susceptible d'actualisation.

• AUTRES DISPOSITIONS

LE LIBRE CHOIX DE VOTRE DÉFENSEUR

Vous avez la liberté de choisir un avocat ou toute autre personne qualifiée par la législation ou réglementation en vigueur :

- dès la survenance d'un sinistre, c'est-à-dire en cas de refus opposé à votre réclamation,
- lorsque la défense de vos intérêts justifiera une procédure judiciaire ou administrative,
- en cas de conflit d'intérêt entre vous et nous, notamment lorsque nous serons en même temps assureur du responsable.

Dans ces cas nous vous rembourserons les frais et honoraires, taxes comprises, de votre avocat dans les limites prévues dans le tableau ci-après.

Si vous ne connaissez pas d'avocat, nous pouvons sur votre demande écrite, vous en proposer un.

En cas de procédure judiciaire ou administrative, si nous intervenons au titre de la garantie Responsabilité civile et si vos intérêts et les nôtres sont communs, vous ne bénéficierez pas du libre choix d'un avocat ou de toute autre personne.

Le coût des consultations, démarches ou actes de procédure qui auraient pu être réalisés sans notre accord demeurera à votre charge, sauf si vous justifiez de l'urgence à les avoir demandés.

SOMMES ALLOUÉES PAR LE JUGE POUR FRAIS DE PROCÈS

Le juge peut condamner le perdant à payer au gagnant une somme en compensation des dépenses exposées par lui dans l'instance judiciaire (telles que les frais et honoraires d'avocat), non comprises dans les dépens (article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ou ses équivalents devant les autres juridictions).

Si vous êtes condamné à verser cette somme à votre adversaire dans un procès que nous vous avons conseillé d'engager contre lui, nous vous la remboursons. Dans les autres cas elle reste à votre charge.

Si vous gagnez le procès et obtenez une indemnité à ce titre, celle-ci vous revient prioritairement à hauteur des dépenses restées à votre charge. En cas d'excédent, vous vous engagez à nous la reverser à concurrence des frais de procédure que nous avons engagés.

SUBROGATION

Concernant les condamnations financières mises à la charge de l'adversaire, il est expressément convenu que nous sont acquises, par subrogation dans les droits de l'assuré, les sommes recouvrées au titre des dépens (frais d'expertise judiciaire, frais d'avoué etc...) dont nous avons fait l'avance.

ARBITRAGE

En cas de désaccord entre vous et nous sur les mesures à prendre pour régler un différend avec un tiers, cette difficulté peut être soumise à l'appréciation d'un arbitre désigné d'un commun accord ou, à défaut, par le Tribunal de Grande Instance statuant en référé. Les frais exposés pour la mise en oeuvre de cette faculté sont à notre charge. Toutefois, le Président du Tribunal de Grande Instance peut en décider autrement si vous utilisez cette faculté dans des conditions abusives.

Si vous engagez à vos frais une action en justice et obtenez une solution plus favorable que celle qui vous avait été proposée par nous ou par l'arbitre, nous vous rembourserons les frais exposés pour l'exercice de cette action, dans les limites prévues dans le tableau ci-après.

• QUI BÉNÉFICIE DE LA GARANTIE RECOURS ?

- Vous, le propriétaire du véhicule assuré, le conducteur (ou le gardien*) autorisé du véhicule assuré,
- leurs conjoint*, ascendants et descendants.

• NE SONT PAS GARANTIS

Les recours contre les personnes assurées au titre de la garantie Responsabilité civile.

* Cf. Lexique

• LE PAIEMENT DES FRAIS ET HONORAIRES

Les honoraires de l'avocat sont déterminés entre vous et lui.

Sauf cas d'urgence, vous devrez lui demander une convention d'honoraires.

Le remboursement s'effectue dans les 15 jours à compter de la réception de la décision rendue et des factures acquittées de l'avocat.

Les frais inhérents à la gestion d'un dossier (frais de téléphone, de déplacement etc...) sont inclus dans les honoraires que nous réglons.

Le montant des frais et honoraires est pris en charge dans les limites prévues dans le tableau ci-après.

• PLAFOND DE REMBOURSEMENT DES FRAIS ET HONORAIRES DE L'AVOCAT CHOISI PAR L'ASSURÉ DANS LE CADRE DE LA GARANTIE RECOURS

NATURE DE LA PRESTATION	PLAFOND TTC *
PAR INTERVENTION	
• Présentation d'une requête/rédaction d'une plainte avec constitution de partie civile	343 €
• Première assistance à expertise ou à une instruction y compris compte-rendu	469 €
• Assistance ultérieure à expertise ou à instruction y compris compte-rendu	313 €
• Assistance à expertise médicale y compris compte-rendu	313 €
• Médiation pénale ou civile	677 €
• Assistance devant une commission	313 €
• Consultation seule (si urgence)	156 €
• Suivi amiable (y compris consultations)	364 €
• Bonus pour transaction amiable aboutie	156 €
• Transaction aboutie par avocat après assignation au fond : 100 % des honoraires correspondant à la juridiction compétente	
• Transaction aboutie hors avocat après assignation au fond : 50 % des honoraires correspondant à la juridiction compétente	
• Recours devant le premier Président de la Cour d'appel	624 €
• Démarches au greffe ou au Parquet, obtention du PV	130 €
PAR DÉCISION	
• Référé en demande	521 €
• Référé en défense	469 €
• Ordonnance du juge de la mise en état	469 €
• Juge de l'exécution	507 €
• Juge de proximité	677 €
• Tribunal pour enfants	677 €
• Ordonnance du juge d'instruction et chambre de l'instruction	469 €
• Tribunal de police et Tribunal correctionnel sans constitution de partie civile	521 €
• Juridiction avec constitution de partie civile dont Tribunal de police et Tribunal correctionnel	793 €
• CIVI et CRCI (commission régionale de conciliation et d'indemnisation d'accidents médicaux etc...)	624 €
• Cour d'assises	1 040 € par journée
• Tribunal d'instance	677 €
• Tribunal de grande instance	861 €
• Tribunal de commerce	844 €
• Tribunal administratif	898 €
• Autres juridictions de premier degré françaises ou étrangères	700 €
• Question prioritaire de constitutionnalité	507 €
• Appel d'une ordonnance de référé	624 €
• Cour d'appel administrative ou judiciaire	941 €
• Postulation Cour d'appel	598 €
• Recours contre une décision de premier degré devant une juridiction étrangère	937 €
• Cour de cassation	
• Conseil d'état	2 393 €
• Juridictions Européennes	1 665 €

Le montant total de notre intervention, taxes comprises, par événement, c'est-à-dire par sinistre mettant en jeu la garantie RECOURS, ne peut excéder 16 000 €*.

*Ces plafonds sont susceptibles d'actualisation.

● Insolvabilité du tiers responsable

Si le tiers* responsable des dommages matériels occasionnés à votre véhicule est identifié mais non assuré et insolvable, nous vous remboursons la franchise de la garantie dommages au véhicule mise en jeu.

L'insolvabilité sera établie si le tiers responsable ne donne pas suite dans les 30 jours de son envoi à notre demande de paiement.

* Cf. Lexique

Les garanties Dommages corporels du conducteur

LEUR RÔLE : après un accident garanti, apporter une aide au conducteur assuré ou à ses proches en cas de blessures ou de décès consécutifs à cet accident.

UN EXEMPLE : au volant de votre voiture vous êtes blessé à la suite d'un accident garanti.

● QUI EST COUVERT PAR CES GARANTIES ?

C'est la personne conduisant le véhicule assuré avec votre autorisation ou celle de votre conjoint*, celle du propriétaire, du locataire ou de leur conjoint*.

● Garantie premier secours

Nous versons immédiatement (sur présentation d'un justificatif) une avance de 3 100 € au conducteur ou à ses proches en cas de :

- blessures de celui-ci entraînant une **hospitalisation supérieure à 20 jours consécutifs**,
- décès.

Cette avance sera déduite des sommes dues au titre de la garantie Dommages corporels du conducteur ou des sommes versées par le responsable de l'accident ou l'organisme qui lui est substitué.

● Aide ménagère

En cas d'hospitalisation d'au moins 3 jours ou d'incapacité de travail d'au moins 6 jours, votre Assistance met à votre disposition pendant la durée de la perte d'autonomie constatée par son expert une prestation temporaire d'aide ménagère :

- pour la réalisation de petits travaux ménagers quotidiens (repassage, ménage, préparation des repas etc...),
- **dans une limite de 30 heures** réparties sur 1 mois à raison de 2 heures minimum par intervention.



Les dépenses engagées sans l'accord préalable de votre Assistance resteront, à votre charge, de même que les dépenses que vous auriez dû normalement engager en l'absence de l'événement donnant lieu à intervention.

* Cf. Lexique

● Garantie Dommages corporels du conducteur

● FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE

- Si le conducteur assuré est entièrement responsable de l'accident, nous lui versons (ou à ses ayants droit) les montants garantis ci-après ; ces sommes restent acquises au conducteur assuré ou à ses ayants droit.
- Si le conducteur assuré n'a aucune responsabilité dans l'accident, nous lui versons (ou à ses ayants droit) A TITRE D'AVANCE SUR RECOURS, des provisions dont le montant total ne peut excéder les montants garantis ci-après.
Nous récupérons les avances sur recours versées, auprès du responsable ou de l'organisme qui lui est substitué.
- Si le conducteur assuré est partiellement responsable de l'accident, nous lui versons (ou à ses ayants droit) :
 - les montants garantis ci-après dans la proportion du taux de responsabilité mis à sa charge ; ces sommes restent acquises au conducteur assuré ou à ses ayants droit,
 - des avances sur recours dont le montant cumulé à celui de l'indemnité ci-dessus ne peut excéder les montants garantis ci-après.Nous récupérons les avances sur recours versées, auprès du responsable ou de l'organisme qui lui est substitué

● LES MONTANTS GARANTIS

EN CAS DE BLESSURES DU CONDUCTEUR :

- Le remboursement dans la limite de 4 600 € :
 - des frais médicaux, pharmaceutiques, chirurgicaux, d'hospitalisation, de prothèse, d'appareillage, d'optique, de transport nécessités par les blessures de l'assuré et restés à sa charge après intervention de la Sécurité sociale et/ou de tout autre régime de prévoyance,
 - des frais d'assistance psychologique nécessités par l'état de l'assuré en raison de la gravité de l'accident et restés à sa charge après intervention de la Sécurité sociale et/ou de tout autre régime de prévoyance.
- Le remboursement dans la limite de 3 000 €, des frais de diagnostic et d'études engagés pour aménager le domicile de l'assuré, en cas de perte d'autonomie de ce dernier constatée après consolidation par l'expert médical.
- Le remboursement des frais d'aménagement d'un véhicule adapté au handicap du conducteur assuré consécutif à un accident garanti. Nous intervenons dans la limite de 5 000 € sur présentation des factures et de l'avis de l'expert médical.
- **Un capital invalidité :**
 - De 20 100 € à 1 million d'euros selon le taux d'invalidité permanente* qui subsiste après consolidation. Ce taux d'invalidité est fixé par un expert médical conformément aux méthodes d'évaluation pratiquées en droit commun. En cas de désaccord, il est fait application de la procédure d'arbitrage prévue page 55.
 - Si le taux d'invalidité permanente est inférieur ou égal à 10 %, IL N'Y A PAS DE VERSEMENT DE CAPITAL.**
 - Avec une majoration de 25 % du capital prévu ci-dessus si l'assistance permanente d'une tierce personne est nécessaire à l'assuré à la suite des blessures résultant de l'accident.Le capital correspondant au taux d'invalidité est indiqué dans le tableau ci-après.
- Si le conducteur perçoit de son organisme de Sécurité sociale une prestation d'invalidité (rente, pension d'invalidité, allocation temporaire d'invalidité....) le montant de cette prestation sera déduit du capital invalidité ainsi que de la majoration pour tierce personne.**

* Cf. Lexique

MONTANT DE LA GARANTIE SELON LE TAUX D'INVALIDITÉ PERMANENTE*

Taux	Montant du capital garanti	Taux	Montant du capital garanti	Taux	Montant du capital garanti
11%	20 100 €	41%	129 000 €	71%	311 400 €
12%	23 100 €	42%	134 700 €	72%	322 800 €
13%	26 100 €	43%	140 400 €	73%	334 200 €
14%	29 100 €	44%	146 100 €	74%	345 600 €
15%	32 100 €	45%	151 800 €	75%	357 000 €
16%	35 100 €	46%	157 500 €	76%	368 400 €
17%	38 100 €	47%	163 200 €	77%	379 800 €
18%	41 100 €	48%	168 900 €	78%	391 200 €
19%	44 100 €	49%	174 600 €	79%	402 600 €
20%	47 100 €	50%	180 300 €	80%	414 000 €
21%	50 100 €	51%	186 000 €	81%	425 400 €
22%	53 100 €	52%	191 700 €	82%	436 800 €
23%	56 100 €	53%	197 400 €	83%	448 200 €
24%	59 100 €	54%	203 100 €	84%	459 600 €
25%	62 100 €	55%	210 900 €	85%	492 600 €
26%	65 100 €	56%	214 500 €	86%	525 600 €
27%	68 100 €	57%	220 200 €	87%	558 600 €
28%	71 100 €	58%	225 900 €	88%	591 600 €
29%	74 100 €	59%	231 600 €	89%	624 600 €
30%	77 100 €	60%	237 300 €	90%	657 600 €
31%	80 100 €	61%	243 000 €	91%	690 600 €
32%	83 100 €	62%	248 700 €	92%	723 600 €
33%	86 100 €	63%	254 400 €	93%	756 600 €
34%	89 100 €	64%	260 100 €	94%	789 600 €
35%	94 800 €	65%	265 800 €	95%	822 600 €
36%	100 500 €	66%	271 500 €	96%	855 600 €
37%	106 200 €	67%	277 200 €	97%	888 600 €
38%	111 900 €	68%	282 900 €	98%	921 600 €
39%	117 600 €	69%	288 600 €	99%	954 600 €
40%	123 300 €	70%	300 000 €	100%	1 000 000 €

EN CAS DE DÉCÈS DU CONDUCTEUR :

- dès réception des justificatifs, le remboursement immédiat dans la limite de 3 100 € à la personne qui justifie en avoir fait l'avance, des frais de transport du corps de l'assuré décédé et des frais funéraires,
- un capital décès :
 - pour le conjoint* de l'assuré, un capital de 80 000 €,
 - pour chacun des enfants célibataires et de moins de 21 ans de l'assuré, un capital égal à 460 € multiplié par le nombre de mois séparant la date du décès de l'assuré de la date du 21^{ème} anniversaire de chacun des enfants,

Si un bénéficiaire perçoit de l'organisme social du défunt une prestation décès (rente, capital décès...) le montant de cette prestation sera déduit des capitaux cités ci-dessus.

* Cf. Lexique

● Ce qui n'est pas couvert par les garanties Dommages corporels du conducteur

Outre les exclusions citées pages 60 et 61, ne sont pas garantis :

- Les accidents corporels causés par l'aliénation mentale, la paralysie, l'épilepsie de l'assuré.
- Les accidents corporels résultant :
 - du suicide ou de la tentative de suicide de l'assuré,
 - de la participation de l'assuré à des paris, défis, rixes, agressions sauf cas de légitime défense.

Les garanties Dommages au véhicule assuré et son contenu (selon la formule)

LEUR RÔLE : l'indemnisation des détériorations directement subies par le véhicule assuré à la suite d'un événement prévu dans les garanties dommages de la formule que vous avez choisie.

Pour bien comprendre le fonctionnement des garanties dommages, sachez que :

- **LES ÉVÉNEMENTS** garantis sont précisés dans chacune des garanties dommages.
- **LA FORMULE** que vous avez choisie est mentionnée sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières).
- **L'INDEMNITÉ** que nous vous verserons est déterminée pages 55 à 59.

• LE VÉHICULE ASSURÉ

C'est le véhicule de série* et :

- ses options constructeur* à l'exclusion des aménagements professionnels*,
- son système de protection vol,
- son équipement GPL,
- ses aménagements pour les handicapés, ses sièges enfants,
- les barres de toit, le coffre de toit et l'attache remorque.

● Garantie Catastrophes naturelles

• LES ÉVÉNEMENTS GARANTIS

- L'intensité anormale d'un agent naturel établie par arrêté interministériel (cf clause page 77).

La mise en jeu de cette garantie est subordonnée à la publication au journal officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophes naturelles.

● Garantie Événements climatiques

• LES ÉVÉNEMENTS GARANTIS

- L'action directe du vent ou le choc d'un corps renversé ou projeté par le vent lorsque celui-ci a une intensité telle qu'il détruit ou détériore un certain nombre de véhicules ou de bâtiments autour du lieu où se trouve le véhicule assuré,
- la grêle,
- l'inondation imprévisible du véhicule.

• NE SONT PAS GARANTIS

- Les bâches des véhicules utilitaires détériorées par l'action directe du vent ou le choc d'un corps renversé ou projeté par le vent.

● Garantie Bris de Glace

● QUI EST COUVERT PAR CES GARANTIES ?

Le bris :

- du pare-brise,
- de la lunette arrière,
- des glaces latérales,
- du toit vitré,
- des optiques de phares avant.

● Garantie Incendie, Explosion, Attentat

● LES ÉVÉNEMENTS GARANTIS

- Les détériorations du véhicule consécutives :
 - à un incendie, c'est-à-dire à une combustion vive, à une explosion, y compris lorsque ces événements ont pour origine un acte de vandalisme ou de malveillance, une émeute ou un mouvement populaire,
 - à la chute de la foudre sur le véhicule,
- les dommages électriques résultant d'une combustion ou d'une fusion, pour les véhicules de moins de sept ans d'âge à compter de la date de première mise en circulation,
- les dommages matériels directs causés au véhicule assuré par un attentat ou un acte de terrorisme subis sur le territoire national.

● NE SONT PAS GARANTIS

- L'éclatement d'un pneumatique et les dommages au véhicule en résultant, le bris des organes mécaniques, l'explosion d'un airbag.
- Les dommages d'incendie ou d'explosion consécutifs à un choc avec un véhicule, un piéton, un animal, un objet fixe ou mobile, au vol ou à la tentative de vol du véhicule ou de ses éléments qu'il s'agisse d'un vol ou d'une tentative de vol couvert ou non par notre contrat.
- Les dommages d'incendie ou d'explosion commis par ou avec la complicité :
 - d'un membre de la famille ou du conjoint* de l'assuré vivant sous son toit ou travaillant avec lui,
 - d'un préposé de l'assuré.
- Les dommages aux appareils électriques et électroniques résultant de leur seul fonctionnement, les dommages causés uniquement aux lampes, fusibles, résistances chauffantes, dispositif d'éclairage ou de signalisation.
- Les dommages à l'équipement électrique consécutifs à une modification de l'installation électrique effectuée par un non-professionnel de la réparation ou de l'entretien automobile.

● Garantie Vol

La mise en jeu de cette garantie est subordonnée à la remise par l'assuré d'un certificat de dépôt de plainte.

● LES ÉVÉNEMENTS GARANTIS

- Le vol du véhicule, c'est-à-dire sa soustraction frauduleuse :
 - commise par effraction du véhicule et des organes de direction ou du garage dans lequel il est stationné,
 - ou consécutive à un acte de violence à l'encontre du gardien ou du conducteur du véhicule,
- le détournement du véhicule à la suite d'un abus de confiance,
- l'appropriation du véhicule par paiement avec un faux chèque de banque*,
- la tentative de vol du véhicule, c'est-à-dire le commencement d'exécution d'un vol du véhicule assuré. La tentative de vol est caractérisée dès lors que sont réunis des indices sérieux constitués par des traces matérielles relevées sur le véhicule telles que le forçage de la serrure et de la direction, du contact électrique, de la batterie, des fils électriques,
- le vol ou la tentative de vol d'éléments du véhicule fixés à l'extérieur de celui-ci,
- le vol ou la tentative de vol d'éléments du véhicule fixés à l'intérieur du véhicule lorsqu'il y a eu effraction de celui-ci,
- les détériorations du véhicule consécutives au vol ou à la tentative de vol d'éléments fixés ou contenus dans le véhicule lorsqu'il y a effraction de celui-ci.

Nous garantissons également les frais que vous avez engagés avec notre accord pour la récupération de votre véhicule.

● NE SONT PAS GARANTIS

- Les événements ci-dessus commis par, ou avec la complicité :
 - d'un membre de la famille ou du conjoint* de l'assuré vivant sous son toit ou travaillant avec lui,
 - d'un préposé de l'assuré.
- Le vol du véhicule lorsque l'une des précautions décrites ci-dessous n'est pas prise.



Vous devez prendre toutes précautions élémentaires pour ne pas faciliter l'action des voleurs. Ne laissez jamais la clé de contact sur, dans ou sous votre véhicule ; verrouillez les portes (y compris le coffre) et fermez les vitres de votre véhicule lorsque vous quittez celui-ci. SI L'UNE DE CES PRÉCAUTIONS N'EST PAS PRISE, NOTRE GARANTIE NE JOUERA PAS.

● Garantie Dommages tous accidents

● LES ÉVÉNEMENTS GARANTIS

- Le choc avec un corps fixe ou mobile **extérieur** au véhicule (arbre, pierre, automobile, bicyclette, piéton, animal...),
- le versement, renversement du véhicule,
- la chute accidentelle du véhicule assuré (dans un cours d'eau, un étang, un ravin...),
- le retournement du capot, d'une portière,
- les émeutes et les mouvements populaires,
- les actes de vandalisme ou de malveillance. La mise en jeu de cette garantie est alors subordonnée à la remise par l'assuré d'un certificat de dépôt de plainte.

• NE SONT PAS GARANTIS

- Les actes de vandalisme ou de malveillance commis par ou avec la complicité :
 - d'un membre de la famille ou du conjoint* de l'assuré,
 - d'un préposé de l'assuré,
- les dommages consécutifs à un événement prévu dans le cadre de la garantie Événements climatiques, au vol ou à la tentative de vol du véhicule ou de ses éléments qu'il s'agisse d'un vol ou d'une tentative de vol couvert ou non par notre contrat.

REMRORQUAGE

Nous garantissons en complément des dommages pris en charge dans le cadre d'une garantie dommages que vous avez choisie, les frais de remorquage du véhicule assuré jusqu'à l'atelier le plus proche apte à effectuer la réparation, à concurrence de 180 €. Cette indemnité ne se cumule pas avec celle prévue dans le cadre de la garantie Assistance.

● Garantie Contenu et équipement du véhicule

• QU'ENTENDONS-NOUS PAR CONTENU ET ÉQUIPEMENTS DU VÉHICULE ?

- **Contenu** : ce sont les objets, bagages et effets, à usage privé ou professionnel, ainsi que les animaux domestiques et fauteuils roulants transportés à l'intérieur du véhicule, sans y être fixés, ou à l'extérieur sur des accessoires spécialement prévus à cet effet.
- **L'équipement du véhicule** : ce sont les accessoires hors série* fixés au véhicule à l'exclusion de ceux garantis dans la définition du véhicule.

• CE QUE NOUS GARANTISSONS

Les dommages subis par le contenu en cas :

- de survenance d'un événement couvert dans les garanties :
 - Dommages tous accidents,
 - Incendie, Explosion, Attentat,
 - Événements climatiques,
 - Catastrophes naturelles,

à condition qu'elles aient été souscrites,

- de vol du véhicule, c'est-à-dire sa soustraction frauduleuse commise par effraction du véhicule et des organes de direction ou du garage dans lequel il est stationné,
- de détournement du véhicule à la suite d'un abus de confiance,
- de vol du contenu transporté commis :
 - avec violence à l'encontre du gardien ou du conducteur du véhicule,
 - ou à la suite d'un accident, d'un incendie, d'une explosion ou d'un événement climatique,
- de vol du contenu transporté à l'intérieur du véhicule lorsqu'il y a effraction de celui-ci ou du garage individuel dans lequel il est stationné, sans vol du véhicule lui-même. Dans ce dernier cas, la garantie ne peut s'appliquer qu'une seule fois par année civile.

à condition que la garantie vol ait été souscrite.

Le vol du contenu transporté à l'extérieur du véhicule n'est pas garanti sauf s'il est transporté dans un coffre de toit fermé à clé.

Les dommages subis par les équipements du véhicule fixés à celui-ci en cas :

- de survenance d'un événement couvert dans les garanties :
 - Dommages tous accidents,
 - Incendie, Explosion, Attentat,
 - Événements climatiques,
 - Catastrophes naturelles,
 - Vol,
 - Bris de glace,

à condition qu'elles aient été souscrites.

• NE SONT PAS GARANTIS

- Les valeurs, espèces, billets de banque, titres,
- les bateaux à voile, les bateaux à moteur et les jets ski, et tout véhicule à moteur exception faite des fauteuils roulants,
- le vol des bijoux, pierreries, objets en métal précieux (or, argent, platine, vermeil), fourrures, objets d'art, antiquités, collections de toute nature, documents, tableaux, statues,
- le vol du véhicule ou le détournement du véhicule à la suite d'un abus de confiance, commis par ou avec la complicité :
 - d'un membre de la famille ou du conjoint* de l'assuré vivant sous son toit ou travaillant avec lui,
 - d'un préposé de l'assuré,
- le vol du véhicule et/ou du contenu et des équipements du véhicule lorsque l'une des précautions décrites ci-dessous n'est pas prise,
- les aménagements professionnels*

La mise en jeu de la garantie consécutive à un événement vol, à des actes de vandalisme et de malveillance est subordonnée à la remise par l'assuré d'un certificat de dépôt de plainte.



Vous devez prendre toutes précautions élémentaires pour ne pas faciliter l'action des voleurs. Ne laissez jamais la clé de contact sur, dans ou sous votre véhicule ; verrouillez les portes (y compris le coffre) et fermez les vitres de votre véhicule lorsque vous quittez celui-ci. SI L'UNE DE CES PRÉCAUTIONS N'EST PAS PRISE, NOTRE GARANTIE NE JOUERA PAS.

● Garantie Contenu professionnel

• QU'ENTENDONS-NOUS PAR CONTENU ?

Ce sont les marchandises et matériels professionnels ou effets personnels transportés à l'intérieur du véhicule sans y être fixés, ou à l'extérieur sur des accessoires spécialement prévus à cet effet.

• CE QUE NOUS GARANTISSONS

Les dommages subis par le contenu en cas :

- de survenance d'un événement couvert dans les garanties :
 - Dommages tous accidents,
 - Incendie, Explosion, Attentat,
 - Événements climatiques,
 - Catastrophes naturelles,

que ces garanties aient été souscrites ou non,

- de détournement du véhicule à la suite d'un abus de confiance,
- de vol du contenu commis :
 - avec violence à l'encontre du gardien ou du conducteur du véhicule,
 - ou à la suite d'un accident, d'un incendie, d'une explosion ou d'un événement climatique,
- de vol du véhicule et/ou du contenu transporté à l'intérieur du véhicule lorsqu'il y a effraction de celui-ci ou du garage individuel dans lequel il est stationné.

Cf. Lexique

• NE SONT PAS GARANTIS

- Les valeurs, espèces, billets de banque, titres,
- le vol des bijoux, pierreries, objets en métal précieux (or, argent, platine, vermeil), fourrures, objets d'art, antiquités, tableaux, statues,
- le vol du contenu transporté dans un véhicule bâché ou non entièrement clos, lorsque le véhicule n'a pas été volé,
- le vol du véhicule ou le détournement du véhicule à la suite d'un abus de confiance, commis par ou avec la complicité :
 - d'un membre de la famille ou du conjoint* de l'assuré vivant sous son toit ou travaillant avec lui,
 - d'un préposé de l'assuré,
- les marchandises faisant l'objet d'un transport public en l'absence d'accord de notre part.

La mise en jeu de la garantie consécutive à un vol, à des actes de vandalisme et de malveillance est subordonnée à la remise par l'assuré d'un certificat de dépôt de plainte.



Vous devez veiller à ne pas susciter la convoitise des voleurs et à ne pas faciliter leur action.

Verrouillez les portes (y compris le coffre) et fermez les vitres de votre véhicule lorsque vous quittez celui-ci.

SI L'UNE DE CES PRÉCAUTIONS N'EST PAS PRISE, NOTRE GARANTIE NE JOUERA PAS.

● Garantie Aménagements professionnels et accessoires hors série

• CE QUE NOUS GARANTISSONS

Les dommages subis par les aménagements professionnels* et les accessoires hors série* fixés au véhicule, en cas de survenance d'un événement couvert dans les garanties dommages :

- Dommages tous accidents,
- Incendie, Explosion, Attentat,
- Événements climatiques,
- Catastrophes naturelles,
- Vol,
- Bris de glace

à condition qu'elles aient été souscrites.

Les garanties Dommages complémentaires (en option)

● Garantie Bris interne des aménagements Professionnels

• CE QUE NOUS GARANTISSONS

Les dommages matériels atteignant les aménagements professionnels* du fait de leur fonctionnement, résultant exclusivement d'une cause interne.

• NE SONT PAS GARANTIS

Outre les exclusions communes citées pages 60 et 61 :

- Les dommages provenant de vice ou défaut connus de vous à la souscription,
- les dommages dus à des essais ou expérimentations autres que les vérifications habituelles de bon fonctionnement,
- les frais occasionnés par un dysfonctionnement, une panne, un simple dérangement mécanique ou électrique ainsi que les frais entrant dans le cadre de la maintenance,
- les dommages entrant dans le cadre des garanties légales ou contractuelles dont vous pourriez vous prévaloir auprès des constructeurs, vendeur, bailleur, monteur ou réparateur,
- les dommages résultant du non-respect des prescriptions du constructeur, vendeur ou monteur,
- les dommages résultant d'un défaut de réparations ou d'entretien vous incombant, tant avant qu'après sinistre,
- les dommages consécutifs à un événement couvert dans le cadre des autres garanties du contrat.

● Garantie Perte Financière

• CE QUE NOUS GARANTISSONS

Nous verserons une indemnité dont le montant sera égal au montant journalier mentionné sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) pendant la durée d'immobilisation nécessaire aux réparations de votre véhicule, déterminée par notre expert, **dans une limite maximale de 20 jours**.

Lorsque la perte financière subie du fait de cette immobilisation est supérieure à cette indemnité, nous vous indemniserons dans la limite du capital mentionné sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières), sur présentation des justificatifs correspondants à la perte.

• DANS QUELLES CONDITIONS ?

A la suite d'un événement couvert dans le cadre des garanties dommages au véhicule et son contenu que vous avez choisies (y compris garantie Capital panne), **si la durée d'immobilisation de votre véhicule déterminée par l'expert est supérieure à 2 jours**.

Vous devez, sous peine de déchéance, prendre avec notre accord toutes les mesures nécessaires pour réduire au maximum la durée d'immobilisation de votre véhicule.

En cas de vol, la durée d'indisponibilité du véhicule correspond à la durée comprise entre la date de réception de votre déclaration et la date de découverte par les autorités de police ou de gendarmerie du véhicule, augmentée de la durée des réparations ou de remplacement du véhicule déterminée par l'expert.

• QUI EST BÉNÉFICIAIRE DE L'INDEMNITÉ ?

- Vous, le souscripteur du contrat.

● Garantie Indemnisation +

● CE QUE NOUS GARANTISSONS

LE VERSEMENT D'UNE INDEMNITÉ ÉGALE :

- à la valeur d'acquisition* de votre véhicule, **sur présentation de la facture d'achat**, déduction faite du prix de l'épave, **si le sinistre survient dans le délai mentionné sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) et courant à compter de la date de sa 1^{ère} mise en circulation.**

Pour les véhicules faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail ou de location, la valeur d'acquisition* correspond au prix d'achat d'un véhicule identique à la date de souscription du contrat de crédit-bail ou de location,

- à la valeur de remplacement* du véhicule majorée de 20 %, déduction faite du prix de l'épave : **si le sinistre survient au-delà du délai mentionné sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) et courant à compter de la date de sa 1^{ère} mise en circulation.**

La majoration est portée à :

- 30 % si le véhicule est âgé de 5, 6 ou 7 ans,
- 40 % si le véhicule est âgé de 8 ans et plus.

OU LE VERSEMENT D'UNE INDEMNITÉ ÉGALE :

- à la somme restant due au jour du sinistre au titre du crédit que vous aviez contracté auprès d'une société de crédit ou d'une banque pour acquérir votre véhicule, déduction faite du prix de l'épave, **si cette somme est supérieure à la valeur d'acquisition ou à la valeur de remplacement* majorée, telle que décrites ci-dessus.**

Ne seront pas prises en compte dans la somme restant due les mensualités antérieures au sinistre.

La somme empruntée ne doit pas être supérieure au prix d'achat du véhicule.

L'indemnité versée est majorée du prix de la carte grise du véhicule accidenté au jour du sinistre.

● DANS QUELLES CONDITIONS ?

- **A la suite d'un événement couvert dans le cadre des garanties Dommages que vous avez choisies :**
 - lorsque votre véhicule est volé et non retrouvé,
 - ou lorsque le montant des réparations de votre véhicule est supérieur à sa valeur de remplacement*.

Cette indemnité se substitue à celle due au titre des garanties Dommages au véhicule et son contenu que vous avez choisies.

● QUI EST BÉNÉFICIAIRE DE L'INDEMNITÉ ?

- **Le propriétaire du véhicule.**

Toutefois lorsque le véhicule fait l'objet d'un contrat de crédit bail ou de location, la partie de l'indemnité égale à la valeur de remplacement* hors taxe du véhicule, déduction faite du prix de l'épave, est versée à la société de crédit bail ou de location. L'autre partie de l'indemnité est versée au locataire souscripteur du présent contrat.

* Cf. Lexique

La garantie Défense juridique de l'automobiliste (en option)

● Garantie Défense juridique de l'automobiliste

C'est une option indissociable du présent contrat et de son fonctionnement.

L'assureur de cette garantie (désigné par « nous » ci-après) est :

ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE

Société anonyme d'assurance au capital
de 7 017 808 euros entièrement versé
Entreprise régie par le Code des assurances
RCS Bobigny 334 656 386 - APE 6512Z
N° TVA Intracommunautaire FR 61334656386
Siège social : "Le Neptune" - 1 rue Galilée
93195 Noisy-le-Grand Cedex

SON RÔLE : vous assister à l'occasion des problèmes juridiques que génère l'usage du véhicule assuré :

- en tant que consommateur, lors de l'achat, la réparation ou la vente du véhicule,
- en tant que conducteur, si vous devez défendre votre permis devant une Commission ou un Tribunal.

● Les Domaines garantis

LES LITIGES DE LA CONSOMMATION

• DÉFINITIONS

- **Le litige :** tout conflit d'intérêts entre vous et un tiers identifié, se traduisant par une réclamation, dont les éléments constitutifs n'étaient pas connus de vous à la prise d'effet de la garantie.
- **Le sinistre :** refus opposé à une réclamation dont vous êtes l'auteur ou le destinataire.
- **Le tiers :** toute personne physique ou morale, étrangère au présent contrat, dont vous connaissez au moins le nom et l'adresse actuelle.
- **Bases juridiques certaines :** le litige repose sur des bases juridiques certaines lorsque la solution résulte d'une position défendable au regard des sources juridiques en vigueur.

• QUEL EST L'OBJET DE LA GARANTIE ?

Défendre vos intérêts et trouver une solution adaptée aux litiges :

- relatifs au véhicule garanti, qui vous opposent :
 - au vendeur,
 - à l'acquéreur (si la vente a été conclue pendant la période d'effet de la garantie et si le sinistre survient au plus tard six mois après la cessation de la garantie),
 - à un professionnel de la réparation automobile,
 - à un fournisseur d'équipements ou de carburant,
- relatifs à la mise en oeuvre d'un contrat de maintenance ou d'entretien du véhicule garanti,
- relatifs à un contrat couvrant la panne aléatoire du véhicule garanti.

• EXCLUSION

- Nous ne prenons pas en charge les sinistres consécutifs à des litiges vous opposant au loueur dans le cadre d'un leasing.

* Cf. Lexique

• QUI EST COUVERT PAR CETTE GARANTIE ?

- Vous, le souscripteur du contrat.

• QUELLE EST NOTRE INTERVENTION ?

- Nous examinons le problème que vous nous soumettez afin de vous conseiller sur la conduite à tenir,
- nous entreprenons toute démarche propre à mettre fin au litige à l'amiable,
- nous prenons en charge les frais et honoraires de l'expert que nous désignons le cas échéant pour instruire plus complètement le dossier. Il vous appartient de mettre le véhicule à la disposition de l'expert au lieu qu'il désignera pour effectuer ses opérations,
- au stade amiable, en vertu de l'article L 127-2-3 du Code des assurances*, lorsqu'un refus est opposé à la réclamation dont vous êtes l'auteur ou le destinataire et si votre adversaire est assisté ou représenté par un avocat vous devez être défendu dans les mêmes conditions dès que vous en êtes, ou nous en sommes, informé(s).

Vous disposez alors du libre choix de votre avocat,

- en cas de nécessité de défendre l'affaire devant les tribunaux, nous prenons en charge les frais et honoraires, taxes comprises, de l'avocat que vous avez **librement** choisi pour vous assister ou vous représenter dans les limites prévues dans le tableau page 38,
- nous prenons également en charge le coût des auxiliaires de justice auxquels il est nécessaire de faire appel.

Pour toute réclamation justifiée dont le montant est inférieur à 800 €, nous exercerons un recours amiable à l'exclusion de tout recours par voie judiciaire.**

** Ce seuil est susceptible d'actualisation.

LA DÉFENSE PÉNALE DU CONDUCTEUR

• DÉFINITIONS

- **Le litige** : poursuite pour infraction au Code de la Route, si cette infraction est passible de suspension du permis ou d'un retrait de points.
- **Le sinistre** est constitué dès lors que vous nous faites part de votre contestation de l'infraction qui vous est notifiée à condition que cette dernière ait été commise postérieurement à la date d'effet de la garantie.
- **Bases juridiques certaines** : le litige repose sur des bases juridiques certaines lorsque la solution résulte d'une position défendable au regard des sources juridiques en vigueur.

• QUEL EST L'OBJET DE LA GARANTIE ?

Nous intervenons en cas de poursuite pour infraction au Code de la Route, si cette infraction est passible de suspension du permis ou d'un retrait de points.

• QUI EST COUVERT PAR CETTE GARANTIE ?

Le conducteur autorisé du véhicule assuré, c'est-à-dire vous même et/ou la personne conduisant le véhicule avec :

- votre autorisation ou celle de votre conjoint*,
- ou l'autorisation du propriétaire, du locataire (ou celle de leur conjoint*).

* Cf. Lexique

• QUELLE EST NOTRE INTERVENTION ?

- Devant le tribunal de police ou correctionnel, nous prenons en charge les frais et honoraires, taxes comprises, de l'avocat que vous avez **librement** choisi pour vous assister ou vous représenter, à concurrence d'un plafond défini dans le tableau page 38.
- Devant la Commission administrative de suspension du permis de conduire, nous prenons en charge votre représentation par l'avocat que vous avez **librement** choisi uniquement s'il vous est impossible de vous y présenter en personne.
- Toutefois, nous n'exercerons les voies de recours contre la décision rendue que dans la mesure où des éléments concrets permettront de contester la réalité ou la qualification de l'infraction.

● La mise en œuvre des garanties

• DÉCLARATION DES SINISTRES

Tout litige susceptible de relever de la garantie doit nous être déclaré par écrit au plus tard dans le délai maximum de deux mois à partir de la date du refus opposé à la réclamation dont vous êtes l'auteur ou le destinataire, ou en matière d'infraction, à partir de la date à laquelle l'infraction vous a été notifiée.

En cas de retard nous causant un préjudice, sauf cas fortuit ou de force majeure, vous pouvez être privé du bénéfice de la garantie.

Les sinistres sont gérés par « nous », assureur désigné ci-dessus.

La déclaration doit être adressée à :

ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE

"Le Neptune" - 1 rue Galilée
93195 Noisy-le-Grand Cedex
Fax. : 01.49.14.88.07
E-mail : contact@lapj.fr

Vous nous communiquerez toutes les pièces et éléments de preuve nécessaires à l'étude et à la conduite du dossier.

Vous pouvez également contacter le 05.49.17.54.22 pour obtenir des renseignements et une aide à la déclaration.

Le coût des consultations, démarches ou actes de procédure qui auraient pu être réalisés avant votre déclaration demeurera à votre charge, sauf si vous justifiez de l'urgence à les avoir demandés.

• APPLICATION TERRITORIALE DE LA GARANTIE

La garantie concerne les litiges survenus dans l'un des pays de l'Union Européenne ou en Suisse et vous opposant à un adversaire domicilié dans l'un d'entre eux.

• LIBRE CHOIX DE L'AVOCAT

Lorsque l'intervention d'un avocat est nécessaire pour défendre, représenter ou servir vos intérêts, vous avez la liberté de le choisir.

Vous pouvez aussi, dans la mesure où l'affaire relève d'une juridiction française, **nous demander par écrit** le nom d'un avocat.

• PAIEMENT DES FRAIS ET HONORAIRES

En application des dispositions légales, les honoraires sont déterminés entre vous-même et l'avocat et sauf urgence, une convention d'honoraires est obligatoire. Nous vous conseillons de l'exiger.

Les honoraires d'un seul avocat sont pris en charge par procédure.

Vous faites l'avance de ses honoraires que nous vous remboursons sur justificatif **sans que ce remboursement ne puisse excéder à la fois le plafond de prise en charge des honoraires de l'avocat (voir tableau page 38) ni le plafond global de garantie mentionné ci-après (15 000 €).**

Si vous lui avez versé des provisions, le remboursement peut s'effectuer en cours d'instance à concurrence de moitié.

Le remboursement s'effectue dans les 15 jours de la réception des factures acquittées de l'avocat et de la décision obtenue.

Les frais inhérents à la gestion d'un dossier (frais de téléphone, de déplacement etc...) sont inclus dans l'honoraire que nous réglons.

Les honoraires de résultat ne sont pas pris en charge.

• FRAIS DE JUSTICE

Nous prenons en charge le montant des frais de justice afférents aux démarches pour lesquelles nous avons donné notre accord préalable, tels que frais d'assignation, frais de signification, frais d'avoué...

• SOMMES ALLOUÉES PAR LE JUGE POUR FRAIS DE PROCÈS

Le juge peut condamner le perdant à payer au gagnant une somme pour le dédommager des frais et honoraires d'avocat qu'il a dû engager (article 700 du Code de Procédure Civile ou ses équivalents devant les autres juridictions).

Si vous êtes condamné à verser cette somme à votre adversaire dans un procès que nous vous avons conseillé d'engager contre lui, nous vous la remboursons. **Dans les autres cas, elle reste à votre charge.**

Si vous gagnez le procès et obtenez une indemnité à ce titre, celle-ci vous revient prioritairement à hauteur des dépenses restées à votre charge. En cas d'excédent, vous vous engagez à nous le reverser à concurrence des frais de procédure que nous avons réglés à votre place.

• SUBROGATION

Il est expressément convenu que nous sommes acquises par subrogation dans vos droits les sommes recouvrées auprès de votre adversaire au titre des dépens et dont nous avons fait l'avance.

• FRAIS D'EXÉCUTION DE LA DÉCISION OBTENUE

- Nous prenons en charge les frais d'huissier engagés pendant les douze mois suivant le premier acte d'exécution.
- Nous cessons notre intervention si votre adversaire est sans domicile connu ou insolvable.
- Nous ne prenons pas en charge les frais d'exécution d'une décision hors Union Européenne et Suisse.

Le total des prestations, taxes comprises, par sinistre mettant en jeu la garantie DÉFENSE JURIDIQUE DE L'AUTOMOBILISTE ne peut excéder 16 000 €*.

* Ce plafond est susceptible d'actualisation.

• **ARBITRAGE**

En cas de désaccord entre vous et nous au sujet de mesures à prendre pour régler un différend, cette difficulté peut être soumise à l'appréciation d'une tierce personne désignée d'un commun accord par vous et nous ou, à défaut, par le président du tribunal de grande instance statuant en la forme des référés. Les frais exposés pour la mise en oeuvre de cette faculté sont à notre charge. Toutefois, le président du tribunal de grande instance, statuant en la forme des référés, peut en décider autrement si vous avez mis en oeuvre cette faculté dans des conditions abusives.

Lorsque la procédure d'arbitrage est mise en oeuvre, le délai de recours contentieux est suspendu pour toutes les instances juridictionnelles qui sont couvertes par la garantie d'assurance et que vous êtes susceptible d'engager en demande, jusqu'à ce que la tierce personne chargée de proposer une solution en ait fait connaître la teneur.

Si vous engagez à vos frais une procédure contentieuse et obtenez une solution plus favorable que celle qui vous avait été proposée par nous ou par la tierce personne mentionnée à l'alinéa précédent, nous vous indemniserons des frais exposés pour l'exercice de cette action, dans la limite de nos obligations contractuelles.

• **CONFLIT D'INTÉRÊTS**

Vous avez la possibilité de désigner un avocat de votre choix ou toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur en cas de conflit d'intérêts entre vous et nous, notamment lorsque nous serons en même temps l'assureur de votre adversaire.

Dans ce cas, nous vous rembourserons les frais et honoraires, taxes comprises, de la personne choisie dans la limite de nos obligations contractuelles.

• PLAFOND DE REMBOURSEMENT DES FRAIS ET HONORAIRES DE L'AVOCAT

Le plafond, taxes comprises, en fonction de la nature de l'intervention ou de la juridiction ayant rendu la décision, est indiqué dans le tableau ci-après.

NATURE DE LA PRESTATION	PLAFOND TTC *
PAR INTERVENTION	
• Présentation d'une requête/rédaction d'une plainte avec constitution de partie civile	343 €
• Première assistance à expertise ou à une instruction y compris compte-rendu	469 €
• Assistance ultérieure à expertise ou à instruction y compris compte-rendu	313 €
• Assistance à expertise médicale y compris compte-rendu	313 €
• Médiation pénale ou civile	677 €
• Assistance devant une commission	313 €
• Consultation seule (si urgence)	156 €
• Suivi amiable (y compris consultations)	364 €
• Bonus pour transaction amiable aboutie	156 €
• Transaction aboutie par avocat après assignation au fond : 100 % des honoraires correspondant à la juridiction compétente	
• Transaction aboutie hors avocat après assignation au fond : 50 % des honoraires correspondant à la juridiction compétente	
• Recours devant le premier Président de la Cour d'appel	624 €
• Démarches au greffe ou au Parquet, obtention du PV	130 €
PAR DÉCISION	
• Référé en demande	521 €
• Référé en défense	469 €
• Ordonnance du juge de la mise en état	469 €
• Juge de l'exécution	507 €
• Juge de proximité	677 €
• Tribunal pour enfants	677 €
• Ordonnance du juge d'instruction et chambre de l'instruction	469 €
• Tribunal de police et Tribunal correctionnel sans constitution de partie civile	521 €
• Juridiction avec constitution de partie civile dont Tribunal de police et Tribunal correctionnel	793 €
• CIVI et CRCI (commission régionale de conciliation et d'indemnisation d'accidents médicaux etc...)	624 €
• Cour d'assises	1 040 € par journée
• Tribunal d'instance	677 €
• Tribunal de grande instance	861 €
• Tribunal de commerce	844 €
• Tribunal administratif	898 €
• Autres juridictions de premier degré françaises ou étrangères	700 €
• Question prioritaire de constitutionnalité	507 €
• Appel d'une ordonnance de référé	624 €
• Cour d'appel administrative ou judiciaire	941 €
• Postulation Cour d'appel	598 €
• Recours contre une décision de premier degré devant une juridiction étrangère	937 €
• Cour de cassation	
• Conseil d'état	2 393 €

*Ces plafonds sont susceptibles d'actualisation.

● Ce qui n'est pas couvert par la garantie défense juridique de l'automobiliste

Outre les exclusions citées pages 60 et 61 (exclusions communes à toutes les garanties du contrat), nous n'interviendrons pas :

- si les éléments constitutifs du litige (l'infraction ou la connaissance du problème de consommation) étaient connus de vous à la prise d'effet de la garantie,
- si le sinistre n'est pas survenu et déclaré pendant la période d'effet de la garantie (ou au plus tard six mois après la cessation de la garantie en cas de vente du véhicule garanti pour un litige lié à la vente),
- si le litige ne repose pas ou plus sur des bases juridiques certaines,
- si le litige résulte d'un fait intentionnel ou dolosif de votre part ou de votre implication dans des infractions qualifiées de volontaires contre les personnes ou les biens,
- si le litige est de nature fiscale ou douanière,
- si le litige résulte seulement de votre non-paiement des sommes que vous devez et conséquences en résultant,
- en cas d'infraction aux règles du Code de la Route concernant le défaut de permis de conduire, le défaut d'assurance, la conduite en état alcoolique*, la conduite après usage de substances ou plantes classées comme stupéfiants*, le délit de fuite,
- devant la juridiction administrative en cas de retrait de points ou de permis consécutif à un retrait total de points,
- si le litige relève, en cas de procès, des institutions de l'Union Européenne et du Conseil de l'Europe ou d'une juridiction étrangère aux États membres de l'Union Européenne et à la Suisse,
- si l'enjeu financier du litige est inférieur à 150 €**.

Dépens, amendes, indemnités et astreintes auxquels vous pourriez être condamné restent en tout état de cause à votre charge.

** Ce seuil est susceptible d'actualisation.

● Communication des informations

Les données à caractère personnel que vous nous communiquez sont nécessaires au traitement des demandes d'information des devis, et des contrats d'assurance. Elles peuvent être également traitées afin de répondre aux obligations légales relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Elles sont destinées à **Assistance Protection Juridique** et à **NEXX Assurances**, responsables de traitement, et pourront être transmises à leurs prestataires, partenaires contractuellement liés et à des organismes professionnels.

Sauf opposition de votre part, elles peuvent être utilisées pour des services personnalisés, des propositions commerciales, des enquêtes et statistiques.

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes sur ces données en écrivant à : **NEXX -** Coordination Informatique et Libertés - CHAURAY - 79036 NIORT Cedex 09.

* Cf. Lexique

La garantie Assistance de base

SON RÔLE : vous aider à résoudre les difficultés rencontrées au cours de vos déplacements avec le véhicule assuré.

UN EXEMPLE : lors d'un départ en vacances vous et votre famille êtes immobilisés à la suite d'une panne de votre véhicule ou d'un accident de la circulation.

Appelez de France le  **0 800 840 000**

APPEL GRATUIT À PARTIR D'UN POSTE FIXE
SURCÔÛT ÉVENTUEL SELON OPÉRATEUR

ou le **+ 33 5 49 33 01 33** (coût selon opérateur) **depuis l'étranger**

Et avec le service SOS constat, si vous avez besoin d'aide pour rédiger votre constat amiable, un conseiller répond en direct à vos questions.

Lors de votre appel, munissez-vous de votre carte verte et de la carte grise de votre véhicule.

• QUI PEUT BÉNÉFICIER DE CETTE ASSISTANCE ?

- Vous, votre conjoint*, vos enfants ou ascendants vivant sous votre toit ainsi que toute personne à charge vivant sous votre toit.
- Toute personne voyageant à bord du véhicule assuré pour un événement directement lié à celui-ci.

En cas de prêt de votre véhicule, ou d'emprunt d'un véhicule pour une durée de plus de 10 jours : consultez votre conseiller.

• DANS QUELS PAYS BÉNÉFICIEZ-VOUS DE CETTE ASSISTANCE ET POUR QUELLES GARANTIES ?

En France

- si l'événement survient à plus de 50 km du domicile du bénéficiaire pour les garanties d'assistance aux personnes et en cas de panne du véhicule assuré,
- quel que soit le lieu de survenance en cas d'accident ou de vol du véhicule assuré : pas de franchise kilométrique.

A l'étranger

- les garanties d'assistance aux personnes sont accordées dans le monde entier,
- les garanties d'assistance au véhicule sont accordées dans les pays où s'appliquent les autres garanties du contrat mais également en Algérie, Egypte, Jordanie, Syrie et Liban.

* Cf. Lexique

ASSISTANCE AUX PERSONNES

Vous bénéficiez de l'assistance aux personnes à l'occasion d'un voyage, d'un déplacement. A l'étranger, la durée de validité des prestations est de un an pour les déplacements privés (touristiques, humanitaires, études) et de 3 mois pour les déplacements professionnels.

• EN CAS DE BLESSURE OU DE MALADIE

Sur décision de son service médical, et après avis des médecins consultés localement, votre Assistance organise et prend en charge le rapatriement du bénéficiaire à son domicile ou dans un hôpital adapté proche du domicile.

Dans la mesure du possible, il sera fait en sorte que l'un des membres de sa famille, déjà sur place, puisse voyager avec le blessé ou le malade.

Lorsque le blessé ou le malade doit rester hospitalisé plus de 7 jours, votre Assistance met à la disposition d'un de ses proches un titre de transport aller-retour pour se rendre à son chevet et participe à son hébergement à concurrence de 50 € par jour pour une durée de 7 jours maximum.

A l'étranger, votre Assistance prend en charge les frais médicaux et d'hospitalisation engagés sur place à concurrence de 80 000 € par bénéficiaire, sous réserve que celui-ci ait la qualité d'assuré auprès d'un organisme d'assurance maladie.

Dans l'attente des remboursements par les organismes sociaux, ces frais font l'objet d'une avance.

• EN CAS DE DÉCÈS D'UN BÉNÉFICIAIRE

Votre Assistance organise et prend en charge le rapatriement du corps jusqu'au lieu d'obsèques ou d'inhumation en France.

• EN CAS DE DÉCÈS D'UN PROCHE DU BÉNÉFICIAIRE (CONJOINT*, ASCENDANT, DESCENDANT, FRÈRE, SOEUR)

Votre Assistance met à la disposition du bénéficiaire en voyage un titre de transport pour se rendre jusqu'au lieu d'obsèques ou d'inhumation en France.

• EN CAS D'IMMOBILISATION SUR PLACE DES BÉNÉFICIAIRES À LA SUITE D'UN VOL DU VÉHICULE, D'UNE PANNE OU D'UN ACCIDENT

Votre Assistance organise et prend en charge le rapatriement des bénéficiaires à leur domicile.

* Cf. Lexique

ASSISTANCE RELATIVE AU VÉHICULE

- **EN CAS DE PANNE OU D'ACCIDENT**

Votre Assistance prend en charge les frais de remorquage du véhicule jusqu'au garage le plus proche, à concurrence de 180 € à condition que ce remorquage ne soit pas pris en charge au titre des garanties que vous avez choisies.

Votre Assistance prend en charge les frais d'hébergement des bénéficiaires qui attendent sur place les réparations du véhicule immobilisé à concurrence de 50 € par jour et par personne, dans la limite de 5 jours.

Si le véhicule est jugé irréparable dans le pays étranger de survenance de la panne ou de l'accident, mais réparable en France pour une somme entrant dans la limite de sa valeur de remplacement, votre Assistance peut organiser et prendre en charge son rapatriement en France.

- **APRÈS RÉPARATION DU VÉHICULE SUR PLACE**

Votre Assistance met à la disposition du bénéficiaire un titre de transport pour aller reprendre possession du véhicule réparé.

- **EN CAS D'IMMOBILISATION DU VÉHICULE À LA SUITE DE L'INDISPONIBILITÉ DU CONDUCTEUR (MALADIE, ACCIDENT CORPOREL)**

Votre Assistance envoie un chauffeur pour rapatrier le véhicule en état de marche, dès lors qu'aucune autre personne n'est apte à le conduire.

Les garanties d'Assistance complémentaires (en option)

● Assistance panne 0 kilomètre

SON RÔLE : vous venir en aide en cas de panne de votre véhicule à moins de 50 kilomètres de votre domicile.

UN EXEMPLE : un matin en partant à votre travail, votre véhicule refuse de démarrer.

Appelez de France le  **0 800 840 000**

APPEL GRATUIT À PARTIR D'UN POSTE FIXE
SURCÔÛT ÉVENTUEL SELON OPÉRATEUR

Votre Assistance est à votre écoute 24h/24

Lors de votre appel, munissez-vous de votre carte verte et de la carte grise de votre véhicule.

● EN CAS DE PANNE DE VOTRE VÉHICULE

Votre Assistance envoie sur place un réparateur pour dépanner ou remorquer votre véhicule à concurrence de 180 €.

Votre Assistance organise le retour à domicile du conducteur et des passagers.

En cas de panne couverte au titre d'une garantie légale d'un constructeur automobile, votre Assistance intervient en complément des prestations d'assistance dues par le constructeur.

● EN CAS DE PANNE DE CARBURANT

Votre Assistance envoie un dépanneur faire l'appoint de carburant pour vous permettre de rejoindre la station service la plus proche.

● EN CAS DE PERTE, DE VOL OU D'ENFERMEMENT DES CLÉS DANS VOTRE VÉHICULE

Votre Assistance prend en charge à concurrence de 180 € les frais pour acheminer le double des clés ou les frais d'intervention d'un dépanneur pour procéder à l'ouverture des portes du véhicule.

● EN CAS DE CREVAISON

Si vous ne pouvez pas démonter la roue crevée ou remonter la roue de secours, votre Assistance envoie un dépanneur pour vous venir en aide ou remorquer votre véhicule.

● EN CAS DE VOL DE VOTRE VÉHICULE

Votre Assistance organise le retour à domicile du conducteur et des passagers.

● Véhicule de remplacement +

SON RÔLE : mettre à votre disposition un véhicule de remplacement, en cas d'indisponibilité prolongée de votre véhicule assuré, à la suite d'une panne, d'un accident, d'un vol ou d'une tentative de vol, survenus en France.

UN EXEMPLE : à la suite d'une panne votre véhicule est immobilisé.

Appelez de France le  **0 800 840 000**

APPEL GRATUIT À PARTIR D'UN POSTE FIXE
SURCÔÛT ÉVENTUEL SELON OPÉRATEUR

Votre Assistance est à votre écoute 24h/24

Lors de votre appel, munissez-vous de votre carte verte et de la carte grise de votre véhicule.

- **EN CAS DE PANNE SUIVIE D'UN REMORQUAGE ORGANISÉ PAR VOTRE ASSISTANCE, OU D'ÉVÉNEMENT PRÉVU DANS LES GARANTIES "DOMMAGES TOUS ACCIDENTS" OU "VOL" ET SURVENU EN FRANCE**

Si votre véhicule est immobilisé plus de 24 heures pour des réparations nécessitant plus de 3 heures de main d'œuvre, votre Assistance met à votre disposition un véhicule de remplacement pendant la durée de l'immobilisation à concurrence de :

- 7 jours en cas de panne suivie d'un remorquage organisé par votre assistance,
- 15 jours en cas d'accident, de tentative de vol,
- 20 jours en cas de vol.

Ce délai court à compter :

- du jour de la panne ou du vol,
- du jour de l'immobilisation en cas d'accident ou de tentative de vol.

Le véhicule de remplacement est :

- de catégorie équivalente au véhicule assuré, dans la limite de la catégorie D, lorsqu'il s'agit d'un véhicule de tourisme,
- un utilitaire d'un volume jusqu'à 10 m³ ou au choix un véhicule de catégorie B, si le véhicule assuré est un véhicule utilitaire.

Il est assuré sans franchise pour un kilométrage illimité.

Les frais de carburant sont à la charge du bénéficiaire qui devra respecter les Conditions Générales des sociétés de location de véhicules ; il devra notamment être âgé d'au moins 21 ans, être titulaire d'un permis valide de plus d'un an et déposer une caution.

Le bénéficiaire devra restituer le véhicule à l'agence où il en a pris possession.

Si les disponibilités locales ne permettent pas de vous fournir un véhicule de remplacement, votre Assistance vous versera une indemnité de 40 € par jour, jusqu'à la mise à disposition d'un véhicule.

En cas de panne couverte au titre d'une garantie légale d'un constructeur automobile, votre Assistance intervient en complément des prestations d'assistance dues par le constructeur.



Les dépenses engagées sans l'accord préalable de votre Assistance resteront à votre charge. Il en sera de même des dépenses que vous auriez dû normalement engager en l'absence de l'événement donnant lieu à l'intervention.

La garantie Capital panne (en option)

SON RÔLE : prendre en charge les réparations rendues nécessaires par une panne, ou un incident mécanique d'origine aléatoire.

Appelez de France le  **0 800 840 000**

APPEL GRATUIT À PARTIR D'UN POSTE FIXE
SURCÔÛT ÉVENTUEL SELON OPÉRATEUR

Votre Assistance est à votre écoute 24h/24

Lors de votre appel, munissez-vous de votre carte verte et de la carte grise de votre véhicule.

Cette garantie est valable sur l'ensemble du territoire Français métropolitain y compris Corse, Départements et territoires d'Outre-mer, principautés d'Andorre et de Monaco.



La garantie ne se substitue pas à l'assurance Responsabilité civile du concessionnaire réparateur ni à celle du constructeur ou de l'importateur.

• QUI EST COUVERT PAR CETTE GARANTIE ?

L'assuré est le propriétaire du véhicule assuré et/ou le conducteur autorisé ayant la garde du véhicule au moment de la découverte de la panne ou de la remise du véhicule au réparateur.

• QUELLES SONT LES CONDITIONS D'APPLICATION DE LA GARANTIE ?

La garantie s'applique aux véhicules 4 Roues Essence ou Diesel :

- **âgés de moins de 12 ans au jour de la souscription de la garantie,**
- **immatriculés et réceptionnés par type en France métropolitaine et/ou en Départements et Territoire d'Outre-mer.**

Lorsque le véhicule atteint 12 ans après sa date de première mise en circulation, la garantie ne sera pas reconduite à la prochaine échéance.

• QUELLES SONT LES OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ ?

La garantie Capital panne est acquise sous les conditions suivantes :

- le véhicule doit être utilisé conformément à sa destination et aux préconisations du constructeur, c'est à dire conformément aux instructions figurant dans le carnet de garantie ou d'entretien fourni par le constructeur dont vous déclarez avoir eu connaissance,
- l'assuré ne doit pas apporter à son véhicule de modifications ou transformations hors des spécifications prévues par le constructeur ou des remplacements des pièces d'origine par des pièces d'une autre origine,
- le contrôle des niveaux des fluides, l'entretien du véhicule, y compris les vidanges, aux échéances calendaires ou kilométriques, doivent être effectués conformément aux préconisations du constructeur, par un réparateur professionnel, distinct de l'assuré,
- tous les entretiens, postérieurs à l'achat du véhicule, doivent être justifiés au moyen d'un carnet d'entretien tamponné par les intervenants et/ou de factures acquittées mentionnant le kilométrage du véhicule lors des interventions,
- agir en considérant les voyants ou les messages d'alertes ou d'urgence du tableau de bord,
- contrôler et/ou remplacer les organes et pièces conformément aux préconisations du constructeur ou dès lors que ces opérations ont été préconisées lors d'une précédente révision.

Le non respect de ces obligations par l'assuré entraînera **la déchéance* de la garantie** même s'il n'existe pas de lien entre ces obligations et les circonstances du dommage.

* Cf. Lexique

• QUEL EST LE FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE ?

MISE EN ŒUVRE DE LA GARANTIE

Lorsqu'une panne est susceptible de mettre en jeu la garantie, vous devez vous présenter sans délai chez un professionnel de la réparation automobile pour faire diagnostiquer la panne. Avant d'effectuer toute réparation, appelez impérativement l'assistance au 0 800 840 000, sous peine de perdre droit à indemnisation.

Nous ne sommes pas tenus des aggravations qui résulteraient d'un retard dans la mise en réparation du véhicule.



Les dépenses engagées sans notre accord préalable resteront à votre charge.

VÉTUSTÉ*

Afin de tenir compte de la dépréciation de la valeur du véhicule en raison du vieillissement ou de l'usage, nous appliquons un coefficient de vétusté sur le montant des pièces.

Principe d'application :

- la vétusté* n'est pas appliquée lorsque le véhicule aura moins de 80 000 km au jour du sinistre,
- lorsque le véhicule a plus de 5 ans ou lorsque son kilométrage compteur se situe entre 80 000 et 100 000 km au jour du sinistre, il sera appliqué un coefficient de vétusté* de 20 %,
- lorsque le véhicule a plus de 7 ans ou lorsque son kilométrage compteur se situe entre 100 001 et 120 000 km au jour du sinistre, il sera appliqué un coefficient de vétusté* de 30 %,
- lorsque le véhicule a plus de 7 ans ou lorsque son kilométrage compteur se situe entre 120 001 et 150 000 km au jour du sinistre, il sera appliqué un coefficient de vétusté* de 40 %,
- lorsque le kilométrage compteur du véhicule se situe entre 150 001 km et 200 000 km au jour du sinistre, il sera appliqué un coefficient de vétusté* de 50 %,
- et au-delà de 200 001 km au jour du sinistre, il sera appliqué un coefficient de vétusté* de 70 %.

LES PIÈCES DE RÉEMPLOI*

Pour les véhicules de plus de 80 000 km au jour du sinistre, vous avez la possibilité d'utiliser des pièces de réemploi* pour éviter l'application d'un coefficient de vétusté*.

Toute panne postérieure et consécutive à l'utilisation de l'une de ces pièces ne sera pas garantie pendant la période de 12 mois à compter de la date de remplacement de ces pièces.

• NE SONT PAS GARANTIS

- Toutes les opérations d'entretien, de réglages et mises au point ainsi que les pannes ou incidents ayant pour origine l'usure normale ou une détérioration progressive reflétant notamment le kilométrage ou un défaut d'entretien.

Sont exclus également :

- les révisions d'entretien et pièces d'usure,
- les rappels systématiques de série,
- la consommation d'huile selon tolérance du constructeur (minimum de 1 litre au mille),
- les bougies et bougies de préchauffage,
- les injecteurs,
- les courroies (la courroie de distribution n'entre pas dans le cadre de la présente garantie sauf si elle a été changée selon les préconisations constructeur),
- les galets tendeurs,
- les durites,
- les canalisations et flexibles,

* Cf. Lexique

- les carters (sauf si endommagés par un élément garanti),
- l'échappement,
- les frais de réparations liés aux filtres,
- les amortisseurs,
- les disques d'embrayage et butée (sauf si imprégnation),
- les plaquettes et garnitures de freins, disques et tambours de freins,
- la batterie,
- les roues,
- les pneumatiques,
- la carrosserie et les mécanismes,
- l'étanchéité,
- la peinture,
- la sellerie,
- les vérins,
- les supports,
- les réservoirs,
- la lunette dégivrante et les vitres,
- les rétroviseurs,
- les optiques de phares,
- les feux,
- la corrosion,
- le contrôle et le réglage du train avant,
- tout équipement audio phonique, de navigation et/ou de communication embarqué et leurs accessoires même d'origine,
- les antennes électriques et leurs moteurs,
- les joints (sauf joint de culasse, contre culasse et joints spi),
- les ceintures de sécurité,
- les serrures,
- le toit ouvrant (sauf moteur),
- les huiles, carburants, ingrédients, divers consommables (y compris recharge de climatisation) et petites fournitures,
- les pannes ayant pour origine :
 - un événement antérieur à la souscription de la garantie,
 - un élément non conforme aux données d'origine du véhicule selon le constructeur,
 - un accident de la circulation ou un choc,
 - l'inexpérience, faute de conduite ou surrégime,
 - un acte de sabotage, un attentat ou acte de malveillance,
 - l'absorption d'eau,
 - un incendie quelles qu'en soient les causes et les conséquences, une explosion ou l'utilisation d'un appareil électrique ou électronique susceptible de dérégler le système interne du véhicule,
 - l'utilisation d'un carburant, lubrifiants, ingrédients non conformes aux préconisations du constructeur,
- la négligence, la faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré (toute fraude, falsification, ou faux témoignage entraîneront automatiquement la nullité du contrat. Il en est de même dans le cas de compteur kilométrique débranché ou changé sans que le gestionnaire en ait été officiellement averti),
- un vice caché tel que défini à l'article 1641 et suivants du code civil.



En cas de transfert d'assurance automobile, la garantie ne joue pas sur le véhicule de remplacement.

La garantie Responsabilité civile taxi (en option)

Définitions

Définitions au titre de la présente garantie et par dérogation au lexique pages 81 et 82, on entend par :

Assuré

L'assuré est désigné par "Vous" dans la présente garantie.

Le souscripteur désigné aux Conditions Particulières, chef d'entreprise, ou toute autre personne dûment mandatée qui a pu se substituer dans la direction de l'entreprise.

Les représentants légaux ou statutaires de la personne morale titulaire du contrat.

Biens confiés

Tout bien meuble appartenant à vos clients et qui vous est confié dans le cadre de votre activité professionnelle de Taxi.

Fait dommageable

Fait, acte ou événement à l'origine des dommages subis par la victime et faisant l'objet d'une réclamation.

Sinistre (article L. 124-1-1 du Code des assurances*)

Tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations. Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

Taxi

On entend par taxi l'activité professionnelle consistant dans la conduite d'un taxi tel que défini par l'article L 3121-1 du Code des transports et/ou d'un véhicule sanitaire léger de la catégorie D mentionné à l'article R 6312-8 du Code de la santé publique.

Ce que nous garantissons

1 • VOTRE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE TAXI

Dans le cadre de votre activité professionnelle de Taxi, nous vous garantissons les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que vous encourez en raison des réclamations relatives à des dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs à des dommages corporels et matériels garantis, subis par un tiers pendant l'exercice de votre activité.

Nous vous garantissons dans les mêmes conditions :

LES DOMMAGES AUX BIENS CONFIÉS

- MATÉRIELS subis par les biens mobiliers appartenant à vos clients et qui vous sont confiés dans le cadre de votre activité professionnelle de Taxi.
- IMMATÉRIELS subis par vos clients et seulement s'ils sont la conséquence des dommages visés ci-dessus.

LE VOL COMMIS PAR VOS PRÉPOSÉS*

Les conséquences pécuniaires de la responsabilité que vous encourez en raison des vols ou tentatives de vol et vandalisme, commis par vos préposés pendant l'exercice de leurs activités au préjudice des tiers, à la condition qu'une plainte soit déposée contre vous ou contre l'auteur de cette infraction.

* Cf. Lexique

LES DOMMAGES MATÉRIELS SUBIS PAR LES BIENS DE VOS PRÉPOSÉS

Les conséquences pécuniaires de la responsabilité que vous encourez en raison des dommages matériels subis par les véhicules et autres biens de vos préposés, sous réserve que le préposé lésé n'en soit pas à l'origine.

LA FAUTE INEXCUSABLE*

Les conséquences pécuniaires de la responsabilité que vous encourez en tant qu'employeur, sur le fondement des articles L. 452-2 et L. 452-3 du Code de la Sécurité sociale, lorsqu'un accident de travail occasionné à l'un de vos préposés est imputable à votre propre faute inexcusable ou à celle d'une personne à laquelle vous vous êtes substitué dans la direction de votre établissement.

LA FAUTE INTENTIONNELLE D'UN CO-PRÉPOSÉ

Les conséquences pécuniaires de la responsabilité que vous encourez, sur le fondement de l'article L.452-5 du code de la Sécurité sociale, en cas de dommages corporels dus à la faute intentionnelle de l'un de vos préposés à l'égard d'un autre de vos préposés.

2 • VOTRE GARANTIE DÉFENSE

Nous nous engageons à assumer votre défense et celle de vos préposés devant toute juridiction, en cas d'action dirigée contre vous **à la suite de dommages couverts au titre de la garantie Responsabilité civile professionnelle taxi.**

Nous nous engageons à payer les frais et honoraires d'enquêtes, d'expertises, d'avoué, d'avocat, d'exécutions de jugement et autres frais judiciaires lorsque, en notre qualité d'assureur de responsabilité civile, une procédure judiciaire y compris pénale, ou administrative s'exerce en même temps dans notre intérêt.

3 • VOTRE GARANTIE RECOURS

Nous nous engageons, à la suite d'accidents survenus dans le cadre de l'exercice de votre activité professionnelle de Taxi, à réclamer, à l'amiable ou devant toutes juridictions, la réparation pécuniaire des dommages qui vous sont causés, dans la mesure où ces dommages résultent d'un accident engageant la responsabilité d'une personne n'ayant pas la qualité d'assuré au titre du présent contrat.

Si aucun accord n'est trouvé et qu'une action en justice s'avère nécessaire, nous réglons les frais de justice et les honoraires de l'avocat auquel vous avez confié la défense de vos intérêts, dans la limite du plafond de remboursement figurant dans le tableau page 19.

En outre, vous bénéficiez gratuitement des services de nos experts techniciens et consultants s'il s'avère utile de faire appel à eux.

Dès lors qu'un refus est opposé à votre réclamation, vous pouvez à tout moment faire appel à l'avocat de votre choix ou toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur.

LE CONSEIL ET L'INFORMATION

Nous étudions votre dossier, recueillons les informations nécessaires et vous informons de vos droits et des moyens de les faire valoir.

* Cf. Lexique

LA CONCILIATION

Nous intervenons pour trouver une solution amiable **sous réserve que la réclamation porte sur des dommages supérieurs à 229 €**.

En vertu de l'article L127-2-3 du Code des assurances*, lorsqu'un refus est opposé à la réclamation, et si votre adversaire est assisté ou représenté par un avocat, vous devez être défendu dans les mêmes conditions dès que vous en êtes, ou nous en sommes, informé(s).

LA PROCÉDURE

Lorsqu'une solution amiable ne peut être trouvée **et lorsque l'enjeu financier dépasse 763 €**, nous envisageons ensemble l'hypothèse d'un procès.

Si nous sommes en désaccord sur l'opportunité d'exercer une procédure, un arbitrage est organisé conformément aux règles exposées ci-après.

Si la défense de vos intérêts justifie une action en justice, vous avez le libre choix de l'avocat qui vous défendra devant les tribunaux.

Dans le cas où votre affaire relève des juridictions françaises et si vous ne connaissez pas d'avocat, nous pouvons sur demande écrite de votre part, vous proposer le nom d'un avocat.

En application des dispositions légales, les honoraires ne peuvent être déterminés qu'entre vous et l'avocat et, sauf urgence, une convention d'honoraires est obligatoire. Nous vous conseillons de l'exiger.

Les honoraires d'un seul avocat sont pris en charge par procédure. Vous faites l'avance de ses frais et honoraires que nous vous remboursons, sur justificatif (factures acquittées de l'avocat et décision obtenue), sans que ce remboursement ne puisse excéder la limite du plafond de remboursement figurant dans le tableau page 19.

ARBITRAGE

En cas de désaccord entre vous et nous au sujet de mesure à prendre pour régler un différend, cette difficulté peut être soumise à l'appréciation d'une tierce personne désignée d'un commun accord par les parties ou, à défaut, par le président du tribunal de grande instance statuant en la forme des référés.

Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à notre charge. Toutefois le président du tribunal de grande instance, statuant en la forme des référés, peut en décider autrement lorsque vous avez mis en œuvre cette faculté dans des conditions abusives.

Si vous engagez à vos frais une procédure contentieuse et obtenez une solution plus favorable que celle qui vous avait été proposée par nous ou par la tierce personne mentionnée précédemment nous vous indemniserons des frais exposés pour l'exercice de cette action, dans la limite du plafond de remboursement figurant dans le tableau page 19.

Lorsque la procédure d'arbitrage est mise en œuvre, le délai de recours contentieux est suspendu pour toutes les instances juridictionnelles qui sont couvertes par la garantie d'assurance et que vous êtes susceptible d'engager en demande, jusqu'à ce que la tierce personne chargée de proposer une solution en ait fait connaître la teneur.

LE PAIEMENT DES FRAIS ET HONORAIRES

Le montant des frais et honoraires est pris en charge dans la limite du plafond de remboursement figurant dans le tableau page 19. Le montant total de notre intervention, taxes comprises, par événement, c'est-à-dire par sinistre mettant en jeu la garantie RECOURS, ne peut excéder 15 000 €**.

**Ce plafond est susceptible d'actualisation.

EXCLUSIONS

- Les honoraires de résultat ne sont pas pris en charge.

* Cf. Lexique

CONFLIT D'INTÉRÊTS

Vous avez la possibilité de désigner un avocat de votre choix ou toute autre personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur en cas de conflit d'intérêts entre vous et nous, notamment lorsque nous serons en même temps l'assureur de votre adversaire. Dans ce cas, nous vous rembourserons les frais et honoraires, taxes comprises, de la personne choisie dans la limite du plafond de remboursement figurant dans le tableau page 19.

FRAIS DE JUSTICE

Nous prenons en charge le montant des frais de justice afférents aux démarches pour lesquelles nous avons donné notre accord préalable, tels que frais d'assignation, frais de signification, frais d'avoué...

DÉPENS

Ce sont les frais de justice entraînés par le procès, distincts des honoraires d'avocat et que le gagnant peut se faire rembourser par le perdant, à moins que le tribunal n'en décide autrement. Exemple : droits, taxes, redevances et émoluments perçus par les secrétariats des juridictions, honoraires des experts...

RÉCUPÉRATION DES DÉPENS

Il est expressément convenu que nous sommes acquises par subrogation dans vos droits les sommes recouvrées auprès de votre adversaire au titre des dépens et dont nous avons fait l'avance.

INDEMNITÉS, AMENDES, ASTREINTES

Ces sommes, qui constituent l'objet même de la demande de votre adversaire, sont, en cas de condamnation, à votre seule charge.

SOMMES ALLOUÉES POUR FRAIS DE PROCÈS

Le juge peut condamner le perdant à payer au gagnant une somme pour le dédommager des frais et honoraires d'avocat qu'il a dû engager (article 700 du Code de Procédure Civile ou ses équivalents devant les autres juridictions).

Si vous êtes condamné à verser cette somme à votre adversaire dans un procès que nous vous avons conseillé d'engager contre lui, nous vous la remboursons ; **dans les autres cas, elle reste à votre charge.**

Si vous gagnez le procès et obtenez une indemnité à ce titre, celle-ci vous revient prioritairement à hauteur des dépenses restées à votre charge. En cas d'excédent, vous vous engagez à nous le reverser à concurrence des frais de procédure que nous avons réglés à votre place.

FRAIS D'EXÉCUTION DE LA DÉCISION OBTENUE

Nous prenons en charge les frais d'huissier engagés pendant les douze mois suivant le premier acte d'exécution.

Nous cessons notre intervention si votre adversaire est sans domicile connu ou insolvable. Nous ne prenons pas en charge les frais d'exécution d'une décision en dehors du territoire français et des Principautés d'Andorre et de Monaco.

Montant de la garantie

La garantie est accordée à concurrence **des plafonds suivants**, y compris lorsqu'elle est déclenchée pendant le délai subséquent défini au paragraphe suivant "Étendue de la garantie".

Dans cette dernière hypothèse, chaque plafond de garantie en vigueur pendant l'année précédant la résiliation est reconduit une seule fois pour l'ensemble de la durée de la garantie subséquente. Lorsque notre garantie est limitée par sinistre et par année d'assurance, son montant ne peut dépasser pour l'ensemble des sinistres se rattachant à une même année d'assurance, la somme fixée.

- Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs) : le plafond maximum par sinistre sera de 4 573 500 €.
- Pour les dommages corporels, le plafond maximum par sinistre sera de 4 573 500 €.
- Pour les dommages matériels et immatériels consécutifs, le plafond maximum par sinistre sera de 1 524 500 € dont 152 500 € pour les dommages immatériels.
- Pour les dommages immatériels consécutifs, le plafond maximum par sinistre sera de 152 500 €.
- Pour les dommages aux biens confiés par vos clients, survenus dans l'enceinte de l'entreprise, le plafond maximum par sinistre est de 15 500 € (dont 763 € sur les espèces, billets de banque, titres, pierres précieuses, perles, bijoux, métaux précieux).
- Pour le vol des déposés, le plafond maximum est de 15 500 € par sinistre.
- Pour les dommages survenus après livraison de biens, le plafond maximum est 1 524 500 € par sinistre et par année d'assurance.

Les franchises

- Pour les sinistres matériels et immatériels : 10 % de l'indemnité (minimum 200 € et maximum 600 €).
- Pour les sinistres corporels : sans franchise.
- Défense-Recours : sans franchise.

Étendue de la garantie

Les garanties de Responsabilité civile et défense fonctionnent en base réclamation.

Le délai subséquent est de cinq ans.

La garantie déclenchée par la réclamation couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lorsque le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration du délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie.

Lorsqu'un même sinistre est susceptible de mettre en jeu les garanties apportées par plusieurs contrats successifs, la garantie déclenchée par le fait dommageable ayant pris effet postérieurement à la prise d'effet de la loi n°2003-706 du 1^{er} août 2003 de sécurité financière est appelée en priorité, sans qu'il soit fait application des quatrième et cinquième alinéas de l'article L.121-4 du Code des assurances*.

* Cf. Lexique

Ce qui n'est pas couvert par la garantie Responsabilité civile professionnelle taxi et défense recours

Outre les exclusions citées pages 60 et 61, ne sont pas garantis :

- les obligations résultant des clauses que vous acceptez conventionnellement alors qu'elles ne sont pas légalement imposées,
- les cotisations supplémentaires mises à votre charge, dans le cadre de votre faute inexcusable (article L. 242-7 du Code de la Sécurité sociale), de la faute intentionnelle d'un co-préposé (article L. 452-5 du Code de la Sécurité sociale) et les dommages résultant d'une violation des dispositions du Code du Travail pour ce qui concerne la garantie des maladies non classées professionnelles,
- les dommages causés par les véhicules terrestres à moteur et les remorques ou semi-remorques, (ou toute autre remorque ou appareil attelé à ces véhicules) soumis à l'obligation d'assurance, dont vous et les personnes dont vous êtes civilement responsable, avez la propriété, l'usage ou la garde,
- les dommages matériels et immatériels consécutifs occasionnés aux biens meubles, y compris les véhicules terrestres à moteur, ou aux biens immeubles dont vous ou les personnes dont vous répondez sont soit propriétaires, soit locataires, soit emprunteurs :
 - les dommages matériels et immatériels trouvant leur origine dans les locaux professionnels dont vous êtes propriétaire, soit locataire ou occupant à quelque titre que ce soit,
 - les responsabilités mises à votre charge, en application des articles 1732 à 1735, 1760 et 1302 du Code Civil,
- les dommages matériels causés aux biens meubles confiés par vos clients ainsi que les dommages immatériels consécutifs, dans les cas suivants :
 - incendie, explosion, dégâts des eaux, gel à l'intérieur de vos locaux professionnels,
 - vol, vandalisme, tentative de vol,
 - en cours de transport dans le véhicule sauf chargement et déchargement,
- les dommages matériels ou immatériels résultant de l'inexécution de vos obligations de faire ou de ne pas faire (article 1142 et suivants du Code Civil) ou de délivrance (article 1604 et suivants du Code Civil) y compris les pénalités de retard,
- les dommages dont la survenance était inéluctable en raison des modalités d'exploitation que l'assuré a choisies, de même que ceux résultant de la violation délibérée des lois, règlements, avis techniques, normes et usages auxquels il doit se conformer dans l'exercice des activités garanties,
- les astreintes et amendes, y compris celles qui seraient assimilées à des réparations civiles (notamment à titre de punition ou à titre exemplaire) ainsi que les frais afférents, les clauses pénales,
- les dommages résultant d'une activité autre que l'activité de Taxi,
- les conséquences de la responsabilité encourue à titre personnel par les représentants légaux de l'assuré en leur qualité de mandataires sociaux.

Tarif spécial - de 8 000 km (en option)

• QU'EST-CE QUE LE TARIF SPÉCIAL - DE 8 000 KM ?

Le "Tarif spécial - de 8 000 km" vous permet de bénéficier d'un tarif spécial sur votre contrat Auto. Le tarif spécial est appliqué dès que "Tarif spécial - de 8 000 km" est souscrite. Ensuite, il est appliqué à chaque nouvelle échéance de votre contrat, si vous avez parcouru moins de 8 000 km sur la période définie ci-dessous.

• COMMENT BÉNÉFICIER DU TARIF SPÉCIAL ?

Vous devez effectuer moins de 8 000 km :

- entre la souscription de l'option Tarif spécial - de 8 000 km et la première date Anniversaire, telle que définie ci-après,
- entre chaque date Anniversaire successive.

• COMMENT EST CALCULÉE LA DATE ANNIVERSAIRE ?

- Si vous souscrivez le "Tarif spécial - de 8 000 km" entre le 1^{er} février et le 30 septembre, votre date d'Anniversaire correspond à la date de déclaration du kilométrage compteur (Ex : vous avez souscrit l'option le 01.03.2011, votre date Anniversaire sera le 01.03 de chaque année).
- Si vous souscrivez entre le 1^{er} octobre et le 31 janvier, votre date Anniversaire sera fixée au 30 septembre (Ex : vous avez souscrit l'option le 01.12.2011, votre date Anniversaire sera le 30.09 de chaque année).

• LA DÉCLARATION DE KILOMÉTRAGE COMPTEUR DU VÉHICULE

Vous devez nous déclarer le kilométrage compteur de votre véhicule :

- à la souscription du "Tarif spécial - de 8 000 km",
- à la date Anniversaire,
- en cas de remplacement du véhicule, vous devrez nous déclarer le kilométrage figurant au compteur de votre ancien véhicule et celui figurant au compteur du nouveau véhicule. Le calcul du plafond des 8 000 km sera effectué en tenant compte du kilométrage parcouru par chacun des véhicules.

Vous devrez effectuer votre déclaration de kilométrage auprès de votre conseiller à la date Anniversaire et au plus tard dans un délai de 15 jours.

En cas de déclaration tardive ou d'absence de déclaration, le tarif spécial ne sera plus appliqué, et ce quel que soit le kilométrage effectif de votre véhicule.

Si vous souhaitez à nouveau bénéficier du "Tarif spécial - de 8 000 km", vous devrez procéder à une nouvelle déclaration de votre kilométrage compteur. A la date Anniversaire suivant cette nouvelle déclaration, si vous avez parcouru moins de 8 000 km, vous pourrez à nouveau bénéficier du tarif spécial à l'échéance suivante de votre contrat.



Votre assureur se réserve le droit de contrôler le kilométrage que vous aurez déclaré.

Le Tarif spécial - de 8 000 km n'entraîne aucunement renonciation des parties à mettre fin au contrat dans les cas prévus par la réglementation.

Toute fausse déclaration vous exposera aux sanctions et poursuites prévues par les articles L113-8 et L113-9 du Code des assurances*.

* Cf. Lexique

Comment serez-vous indemnisé ?

COMMENT SEREZ-VOUS INDEMNISÉ AU TITRE DES GARANTIES DOMMAGES QUE VOUS AVEZ CHOISIES ?

L'indemnité que nous verserons ne pourra pas être supérieure à la valeur des biens garantis au jour du sinistre : c'est le principe indemnitaire défini par l'Article L 121-1 du Code des assurances*.

● Evaluation des dommages

Les dommages sont évalués de gré à gré ou par l'un de nos experts.

Vous avez la possibilité de vous faire assister par un expert notamment lorsque vous contestez l'évaluation de vos dommages.

Si votre expert et le nôtre ne parviennent pas à un accord, ils feront appel à un troisième et tous les trois opéreront en commun et à la majorité des voix.

Chacun prendra en charge les frais et honoraires de son expert et la moitié de ceux du troisième.

● Montant et limites des indemnités

POUR LE VÉHICULE ASSURÉ

L'indemnité est égale au montant des réparations dans la limite de la valeur de remplacement* du véhicule assuré ou de sa valeur argus* si celle-ci est plus élevée, déduction faite du prix de l'épave si le véhicule n'est pas réparé.

Si vous avez choisi la garantie Indemnisation +, ou Capital panne, reportez-vous aux pages 32 et 45.

REMARQUE : nous appliquons un coefficient de vétusté* pour l'indemnisation des pneumatiques ainsi que pour la mise en jeu de la garantie Capital panne.

● QUI EST LE BÉNÉFICIAIRE DE L'INDEMNITÉ ?

Le propriétaire du véhicule assuré.

* Cf. Lexique

• DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

• Valeur d'achat 12 mois

Si le sinistre survient dans les 12 mois suivant la date de première mise en circulation du véhicule :

- lorsque celui-ci est détruit (le montant des réparations dépasse la valeur de remplacement),
- ou lorsqu'il est volé et non retrouvé.

L'indemnité est égale à la valeur d'acquisition* du véhicule, **sur présentation de la facture d'achat.**

• Garantie Vol

- Si votre véhicule est retrouvé dans un délai de 20 jours à compter de la réception de votre déclaration, vous vous engagez à en reprendre possession et l'indemnité que nous verserons, sera égale à celle indiquée ci-dessus augmentée des frais que vous aurez engagés en accord avec nous pour la récupération du véhicule.

- Si votre véhicule n'est pas retrouvé dans le délai de 20 jours à compter de la réception de votre déclaration, nous verserons une indemnité égale à sa valeur de remplacement* ou à sa valeur argus* si celle-ci est plus élevée. Le versement de l'indemnité entraîne de plein droit le délaissement à la société des biens retrouvés.

Cependant, si votre véhicule est retrouvé après le paiement de l'indemnité sans effraction des organes de direction, la garantie Vol ne serait pas acquise. Vous devriez alors nous rembourser l'indemnité déjà versée et récupérer le véhicule retrouvé.

Si vous avez choisi la garantie Indemnisation +, reportez-vous à la page 32.

• Garantie Bris de Glace

L'indemnité comprend le remplacement à l'identique de l'élément brisé ainsi que les fournitures nécessaires à son remplacement et les frais de pose.

Le règlement de l'indemnité est subordonné à **la présentation par l'assuré de l'original de la facture acquittée.**

• Garantie Remorquage

Le règlement est subordonné à **la présentation de l'original de la facture acquittée.**

• Véhicule faisant l'objet d'un contrat de crédit

Jusqu'à main levée du gage ou de l'opposition, le paiement est effectué en accord avec la société de crédit.

• Véhicule faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail ou de location

Le paiement de l'indemnité est effectué en accord avec la société de crédit-bail ou la société de location.

En cas de perte totale (véhicule détruit ou volé et non retrouvé) :

- nous versons à la société de crédit-bail ou de location l'indemnité d'assurance, c'est-à-dire la valeur de remplacement* du véhicule hors T.V.A. déduction faite de la valeur de l'épave,
- si l'indemnité de résiliation due par le locataire dépasse l'indemnité d'assurance versée à la société de crédit-bail ou de location, nous versons la différence au locataire dans la limite du montant de la T.V.A. sur la valeur de remplacement du véhicule.

Ce règlement n'intervient qu'à titre de complément pour garantir l'assuré contre les conséquences d'une non assurance ou d'une insuffisance d'assurance de ce véhicule et, dans ce dernier cas, dans la limite de cette insuffisance.

• Taxe sur la valeur ajoutée

Le règlement de l'indemnité sera effectué hors T.V.A. si le propriétaire a la possibilité de récupérer celle-ci ou d'en être exempté.

Cf. Lexique

POUR LES GARANTIES :

- **CONTENU ET ÉQUIPEMENT DU VÉHICULE ;**
- **CONTENU PROFESSIONNEL ;**
- **AMÉNAGEMENTS PROFESSIONNELS ET ACCESSOIRES HORS SÉRIE ;**
- **BRIS INTERNE DES AMÉNAGEMENTS PROFESSIONNELS**
- **CAPITAL PANNE.**

L'indemnité est égale aux frais de réparations de ou des éléments endommagés dans la limite de leur valeur de remplacement, vétusté* déduite, sans pouvoir excéder le montant du capital indiqué sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) pour chaque garantie.

EXCEPTION : le vol du contenu transporté à l'intérieur du véhicule lorsqu'il y a effraction du véhicule sans vol du véhicule lui-même, est assuré dans la limite maximale de 500 € euros et la garantie ne peut être mise en jeu qu'une seule fois par année civile.

Par valeur de remplacement, nous entendons le prix de revient total d'un objet de même type et dans un état semblable.

• DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

• Garantie Contenu Professionnel

- La valeur de remplacement des matières premières, fournitures, pièces détachées, denrées et marchandises garanties, correspond à leur prix d'achat calculé sur la base du dernier cours précédant le sinistre et majoré, s'il y a lieu, des frais de transport.
- La valeur de remplacement des objets fabriqués ou en cours de fabrication correspond à leur prix de revient, c'est-à-dire au prix des matières et produits utilisés pour leur fabrication (évalué comme ci-dessus) majoré des frais de fabrication et d'une part proportionnelle des frais généraux.

• Taxe sur la valeur ajoutée

Le règlement de l'indemnité sera effectué hors T.V.A. si le propriétaire a la possibilité de récupérer celle-ci ou d'en être exempté.

• QUI EST LE BÉNÉFICIAIRE DE L'INDEMNITÉ ?

Le propriétaire des biens assurés.



Pensez à garder les factures et les justificatifs des biens garantis.

En cas de vol, vous devrez fournir tous les éléments permettant de justifier l'existence et la valeur des biens endommagés au jour du sinistre.

● Les exclusions communes aux garanties dommages

Outre les exclusions générales citées pages 60 et 61, ne sont pas garantis :

- **les dommages indirects tels que les frais de gardiennage, sauf ceux engagés avec notre accord pour la récupération d'un véhicule volé, les frais d'acheminement à destination des objets et marchandises transportés dans le véhicule,**
- **les dommages antérieurs à l'événement garanti, la privation de jouissance, la dépréciation.**

● Franchise

Lorsque mention en est faite sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) l'assuré conserve à sa charge une franchise* pour tout sinistre mettant en jeu les garanties :

- **DOMMAGES AU VÉHICULE ASSURÉ,**
- **BRIS DE GLACE,**
- **AMÉNAGEMENTS PROFESSIONNELS ET ACCESSOIRES HORS SÉRIE,**
- **BRIS INTERNE DES AMÉNAGEMENTS PROFESSIONNELS,**
- **CONTENU PROFESSIONNEL,**
- **CONTENU ET ÉQUIPEMENT DU VÉHICULE,**
- **INDEMNISATION +,**
- **RESPONSABILITÉ CIVILE** (franchise spéciale lorsqu'un jeune conducteur n'a pas été déclaré),
- **CAPITAL PANNE,**
- **RESPONSABILITÉ CIVILE TAXI.**

Lorsque plusieurs de ces garanties sont mises en jeu à l'occasion d'un même sinistre, l'assuré conserve à sa charge les franchises correspondantes.

EXCEPTION : lorsque les garanties dommages au véhicule et Aménagements professionnels et accessoires hors série sont mises en jeu à l'occasion d'un même sinistre, seule la franchise la plus élevée sera appliquée au total des dommages.

Nous réclamerons au responsable des dommages si celui-ci n'est pas une personne couverte par la garantie Responsabilité civile, le remboursement du montant de la franchise proportionnellement à sa responsabilité.

● Le paiement de l'indemnité

Sous réserve de tous les éléments nécessaires au règlement, le paiement de l'indemnité est effectué dans les 15 jours à compter de l'accord de l'assuré ou de la décision judiciaire exécutoire.

En cas de sinistre vol, nous nous engageons à vous présenter une offre de règlement dans un délai maximum de 20 jours à compter de la réception de la déclaration.

En cas de sinistre mettant en jeu la garantie Catastrophes naturelles, nous versons l'indemnité dans un délai de 3 mois à compter de la date de remise par l'assuré de l'état estimatif des dommages subis par le véhicule (et/ ou son contenu) ou de la date de publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de Catastrophes naturelles quand celle-ci est postérieure.

A défaut et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due par nous porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

Nous renonçons à l'application de la règle proportionnelle prévue à l'Article L 121-5 du Code des assurances* lorsque les capitaux que vous avez souscrits sont insuffisants.

● La subrogation

Après règlement des indemnités dues au titre des garanties choisies, nous sommes subrogés dans les droits et actions de l'assuré pour agir contre le responsable des dommages, c'est-à-dire que nous disposons auprès du responsable d'une action en remboursement des indemnités que nous avons versées à l'assuré.

Si du fait de l'assuré, la subrogation ne peut pas s'opérer en notre faveur, nous serons déchargés de notre garantie.

Les exclusions communes à toutes les garanties du contrat

● Votre contrat ne garantit jamais

Les dommages causés par :

- la faute intentionnelle ou frauduleuse de l'assuré,
- un tremblement de terre, une éruption volcanique, un raz de marée ou autre cataclysme sauf si ces événements sont prévus dans le cadre de la garantie CATASTROPHES NATURELLES (cf clause page 77) ou dans le cadre de la garantie ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES,
- une guerre étrangère, une guerre civile,
- des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ou par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire.

Les dommages subis par :

- le véhicule, son contenu, son conducteur et ses ayants droit, lorsque le véhicule est conduit par une personne en état d'ivresse manifeste ou sous l'empire d'un état alcoolique* ou ayant fait usage de stupéfiants*, sauf si l'assuré établit que le sinistre est sans relation avec cet état ou cet usage.

Cette exclusion ne s'applique pas aux dommages subis par le véhicule et son contenu professionnel si le conducteur est un préposé* du souscripteur à condition que ce dernier ou son représentant légal ne soit pas passager du véhicule,

- le véhicule, son contenu et son conducteur lorsque celui-ci est condamné pour refus de se soumettre aux épreuves de dépistage de l'imprégnation alcoolique* ou de la prise de stupéfiants*.

Cette exclusion ne s'applique pas aux dommages subis par le véhicule et son contenu professionnel si le conducteur est un préposé du souscripteur à condition que ce dernier ou son représentant légal ne soit pas passager du véhicule,

- le véhicule, son contenu, son conducteur et ses ayants droit lorsque les passagers ne sont pas transportés dans les conditions de sécurité prévues page 15,
- le véhicule, son contenu, son conducteur et ses ayants droit lorsque le certificat d'immatriculation du véhicule a été retiré par les autorités administratives compétentes,
- le véhicule, son contenu, son conducteur et ses ayants droit lorsqu'il s'agit d'un transport de personnes à titre onéreux et que vous n'avez pas souscrit l'usage "TAXI".

Les dommages causés ou subis par :

- le véhicule, son contenu, son conducteur et ses ayants droit lorsque le véhicule transporte des sources de rayonnements ionisants destinées à être utilisées hors d'une installation nucléaire, dès lors que lesdites sources auraient provoqué ou aggravé le sinistre,
- le véhicule, son contenu, son conducteur et ses ayants droit lorsque le véhicule transporte des matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes et à l'occasion duquel lesdites matières auraient provoqué ou aggravé le sinistre ; toutefois la non garantie ne saurait être invoquée du chef de transports d'huiles, d'essences minérales ou produits similaires ne dépassant pas 500 kg ou 600 litres y compris l'approvisionnement de carburant liquide ou gazeux nécessaire au moteur,
- le véhicule, son contenu, son conducteur et ses ayants droit au cours d'épreuves, courses ou compétitions ou leurs essais, soumis par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des Pouvoirs Publics lorsque le conducteur du véhicule assuré et/ou vous, y participez en qualité de concurrent, organisateur ou préposé de l'un d'eux.

Les exclusions des 3 derniers alinéas ne dispensent pas l'assuré de l'obligation d'assurance. En l'absence de cette assurance obligatoire, l'assuré est passible des sanctions prévues par les articles L 211-26 1^{er} alinéa et R 211-45 du Code des assurances*.

Le conducteur du véhicule assuré

● Le conducteur du véhicule assuré

Il doit être titulaire du permis de conduire en état de validité conforme à la réglementation en vigueur, au type de véhicule utilisé et à la nature du transport pour conduire le véhicule assuré, et il doit respecter les conditions restrictives éventuellement mentionnées sur ce permis.

Cependant, nous accorderons nos garanties si le permis de conduire n'est pas valide pour des raisons tenant au lieu ou à la durée de résidence du conducteur qui nous a déclaré celui-ci lors de la souscription ou du renouvellement du contrat.

Si ces conditions ne sont pas réunies, les garanties souscrites ne seront pas acquises à l'assuré en cas de sinistre.

- Toutefois, nous serons tenus d'indemniser les victimes au titre de la garantie Responsabilité civile. Cependant nous exercerons contre le(s) responsable(s) du sinistre une action en remboursement de toutes les sommes versées, sauf si la non validité du permis de conduire concerne les conditions restrictives autres que celles relatives aux catégories de véhicule.
- Dans tous les cas nous ne verserons pas d'indemnité pour toutes les autres garanties souscrites.

● Extensions

Bien que les conditions prévues au paragraphe précédent, tenant au permis et à l'âge du conducteur ne soient pas réunies, nous accordons les garanties souscrites à l'assuré* lorsque le véhicule assuré :

- **est conduit par un conducteur dans le cadre de l'apprentissage anticipé à la conduite (A.A.C.), de la conduite supervisée, de la conduite encadrée** à condition que le conducteur et l'accompagnateur qui participent à cet apprentissage :
 - respectent la réglementation applicable en la matière,
 - nous aient préalablement déclaré participer à cette formation.
- **est conduit par une personne handicapée utilisant un véhicule assuré adapté à son infirmité :**
 - au cours des leçons de conduite données par un professionnel de l'enseignement de la conduite,
 - lors des épreuves du permis de conduire,L'utilisation du véhicule assuré dans ces circonstances doit nous être préalablement déclarée.
- **est conduit par un élève conducteur lors de leçons de conduite ou lors des épreuves du permis de conduire, lorsque les quatre conditions suivantes sont remplies :**
 - vous nous avez déclaré être un professionnel de l'enseignement de la conduite,
 - vous avez souscrit l'usage "TOUS DÉPLACEMENTS",
 - les leçons de conduite sont données par un professionnel de l'enseignement de la conduite,
 - le véhicule assuré est aménagé conformément à la législation et aux règlements en vigueur,
- **est conduit par une personne :**
 - l'ayant induit en erreur sur l'existence ou la validité de son permis de conduire si la preuve est rapportée de cet abus de confiance,
- **est conduit par une personne titulaire d'un permis militaire :**
 - toutefois le permis militaire ne sera considéré valable que pendant sa période de conversion et pour la catégorie de véhicule pour laquelle il a été délivré.

● Dispositions particulières

Conduite du véhicule par un jeune conducteur non déclaré

Lorsque le véhicule assuré est occasionnellement conduit par un jeune conducteur et que vous ne l'avez pas déclaré, l'assuré supporte, en cas de sinistre dont la responsabilité n'est pas entièrement imputable à un tiers, une franchise dont le montant est indiqué sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières).

Cette franchise affecte les garanties Responsabilité civile et Dommages tous accidents. Elle s'applique en priorité sur la garantie Dommages tous accidents lorsqu'elle a été souscrite.

Définition du jeune conducteur :

Le jeune conducteur est celui qui possède un permis de conduire :

- depuis moins de deux ans,
- depuis deux ans et plus, mais qui ne peut justifier d'une assurance effective au cours des deux dernières années précédant la souscription du contrat.

Par dérogation nous considérons que ne sont jamais des jeunes conducteurs :

- le conjoint* ou la conjointe du souscripteur,
- les associés ou préposés du souscripteur agissant exclusivement dans le cadre de l'activité professionnelle.

● Formation de votre contrat

Votre contrat est conclu dès qu'il a fait l'objet d'un accord entre vous et nous.

Cet accord porte sur LE RISQUE DÉCLARÉ, les GARANTIES que vous avez choisies et la COTISATION correspondante.

Votre contrat se compose :

- des Conditions Générales. Il s'agit du présent document,
- des Conditions Particulières ou fiche personnalisée d'assurance.

● La déclaration du risque

Pour nous permettre d'apprécier le risque à assurer et de calculer la cotisation correspondante vous devez :

● À LA SOUSCRIPTION

Répondre avec exactitude aux questions posées dans les documents de souscription.

● EN COURS DE CONTRAT

Nous déclarer par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours à partir du moment où vous en avez eu connaissance, toutes **les modifications du risque et notamment :**

- **en ce qui concerne le souscripteur :**
 - changement de profession, de domicile, d'état civil,
 - décès (déclaration par les héritiers),
- **en ce qui concerne le(s) conducteur(s) :**
 - toute condamnation pour conduite en état d'ivresse manifeste ou sous l'empire d'un état alcoolique* ou après usage de stupéfiants*, délit de fuite, toute mesure d'annulation, d'invalidation ou de suspension de permis de conduire prononcées à son encontre,
 - tout changement de conducteur principal,
 - tout nouveau conducteur,
- **en ce qui concerne le véhicule :**
 - son immatriculation,
 - son usage, les transformations de la carrosserie ou du moteur, son poids total autorisé en charge, sa puissance fiscale,
 - sa vente, sa donation ou sa destruction,
 - sa zone d'utilisation principale,
 - son utilisation à l'étranger.

SI CETTE MODIFICATION AGGRAVE LE RISQUE NOUS POUVONS :

- soit résilier votre contrat avec un préavis de 10 jours,
- soit vous proposer un nouveau montant de cotisation.

Si vous ne donnez pas suite ou si vous refusez dans un délai de 30 jours à compter de notre proposition, nous pouvons résilier votre contrat au terme de ce délai.

SI CETTE MODIFICATION DIMINUE LE RISQUE, VOTRE COTISATION POURRA ÊTRE RÉDUITE.

• EN CAS DE NON RESPECT DE CES OBLIGATIONS

Vous vous exposez aux sanctions suivantes :

- **en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle votre contrat est réputé n'avoir jamais existé.**

Les cotisations payées nous sont acquises et les cotisations échues nous sont dues à titre de dommages et intérêts,

- **en cas d'omission ou de déclaration inexacte non intentionnelle constatée avant un sinistre, nous pouvons :**

- soit résilier votre contrat avec un préavis de 10 jours,
- soit vous proposer une augmentation de cotisation ; si vous ne donnez pas suite ou si vous refusez dans un délai de 30 jours à compter de notre proposition, nous pouvons résilier votre contrat au terme de ce délai,

- **en cas d'omission ou de déclaration inexacte non intentionnelle constatée après un sinistre,** l'indemnité est réduite en proportion du taux de la cotisation payée par rapport au taux de la cotisation qui aurait été due si vous aviez complètement et exactement déclaré le risque.

• DÉCLARATION DES AUTRES ASSURANCES

Si vous êtes assuré auprès d'un ou plusieurs assureurs pour les risques que nous garantissons, vous devez nous faire connaître leur identité.

● Votre cotisation

C'est le prix des garanties que vous avez choisies pour assurer le risque déclaré.

Le montant de votre cotisation est indiqué sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières).

Le montant de votre cotisation vous sera également indiqué lors de chaque échéance*.

A la date d'échéance fixée au 1^{er} janvier, vous devez régler :

- votre cotisation annuelle proprement dite,
- les frais d'échéance et accessoires de votre cotisation,
- les impôts et taxes en vigueur sur les contrats d'assurance.

Votre cotisation peut être réglée en plusieurs fractions mais en cas de non paiement d'une fraction de cotisation dans les 10 jours de son échéance, toutes les fractions non encore payées de l'année d'assurance en cours deviennent immédiatement exigibles.

Si vous ne réglez pas votre cotisation ou fraction de cotisation dans les 10 jours de son échéance, VOTRE CONTRAT SERA SUSPENDU 30 jours après que nous vous ayons envoyé une lettre recommandée de mise en demeure si vous n'avez pas réglé la totalité des sommes dues, y compris les frais de mise en demeure, pendant ce délai.

Toujours en l'absence de règlement intégral après ce délai de 30 jours votre contrat :

- restera suspendu jusqu'à l'expiration de la période annuelle d'assurance,
- ou pourra être résilié 10 jours après la date de suspension par notification sur la lettre de mise en demeure ou par envoi d'une nouvelle lettre recommandée.

Le contrat non résilié reprend ses effets le lendemain à midi du jour où nous avons reçu le règlement de l'intégralité des sommes dont vous nous êtes redevables.

La suspension de garantie intervenue en cas de non paiement d'une des fractions de cotisation produit ses effets jusqu'à l'expiration de la période annuelle considérée.

MAJORATION DE COTISATION

Cette majoration peut avoir pour motif l'accroissement de la fréquence et/ou du coût moyen des sinistres, une modification législative ou réglementaire. Si vous n'acceptez pas cette majoration vous pouvez, dans les 30 jours où elle a été portée à votre connaissance, résilier votre contrat.

Votre garantie est maintenue aux conditions antérieures jusqu'à la résiliation qui prend effet un mois après que vous nous ayez adressé votre demande par lettre recommandée.

Cette faculté de résiliation ne s'applique pas aux cotisations dont le taux est fixé par les Pouvoirs Publics.

Les opérations d'assurance réalisées sur un contrat peuvent donner lieu à la perception de frais.

● **Durée de votre contrat**

- Votre contrat est valable à compter de la date d'effet indiquée sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) sous la condition de l'encaissement effectif, par nous, de la première cotisation.

En cas de modification de votre contrat, une nouvelle fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) indiquant la date d'effet et la nature de la modification, vous sera remise.

- Sauf mention contraire indiquée sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) :
 - votre contrat est souscrit jusqu'au 31 décembre de l'année de sa prise d'effet,
 - il est reconduit automatiquement d'année en année sauf dénonciation par l'une des parties dans les conditions prévues ci-après.
- En cas de décès de l'assuré, les garanties continuent de plein droit à être accordées aux héritiers.
- En cas de vente ou donation du véhicule assuré, les garanties s'arrêtent de plein droit le lendemain à 0 H du jour de la vente ou de la donation. Vous devez immédiatement nous informer de cette vente ou donation par lettre recommandée.

• VOTRE CONTRAT PEUT ÊTRE RÉSILIÉ

PAR VOUS ET NOUS

- à la date d'échéance (1^{er} janvier à 0 h) moyennant un préavis de 2 mois,
 - en cas de transfert de propriété des biens sur lesquels repose l'assurance,
 - en cas de survenance d'un des événements suivants, si le changement modifie le risque assuré antérieurement :
 - changement de domicile,
 - changement de situation ou de régime matrimonial,
 - changement de profession,
 - retraite professionnelle ou cessation définitive d'activité professionnelle.
- La résiliation ne peut intervenir que dans les trois mois suivant la date de l'événement. Elle prend effet un mois après notification à l'autre partie,
- en cas de vol du véhicule : dans ce cas les garanties du présent contrat cessent leurs effets, au plus tard trente jours après la déclaration de vol aux autorités.

PAR VOUS

- en cas de diminution du risque si nous refusons de réduire la cotisation en conséquence,
- si nous résilions un autre de vos contrats après sinistre,
- en cas de majoration de la cotisation,
- en cas de majoration du montant de la franchise.

PAR NOUS

- en cas de non paiement des cotisations,
- en cas d'aggravation du risque,
- en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours d'année,
- après un sinistre causé par un conducteur en état d'imprégnation alcoolique ou sous l'emprise de stupéfiants ou ayant entraîné une suspension du permis de conduire d'au moins un mois ou une annulation de ce permis. Vous avez alors la possibilité de résilier dans le délai d'un mois à compter de notre décision les autres contrats souscrits.

DE PLEIN DROIT

- en cas de retrait de notre agrément,
- en cas de perte totale des biens assurés résultant d'un événement garanti ou non,
- en cas de réquisition des biens assurés dans les cas et conditions prévus par la législation en vigueur,
- en cas de vente ou donation du véhicule assuré.

PAR LES HÉRITIERS

- en cas de transfert de propriété des biens sur lesquels repose l'assurance.

PAR L'ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

- si vous êtes en redressement ou liquidation judiciaire.

• LES MODALITÉS DE LA RÉSILIATION

• Si vous en prenez l'initiative,

vous devez nous en informer soit par l'envoi d'une lettre recommandée, soit par une déclaration faite contre récépissé à votre conseiller dans les délais prévus.

Le délai de la résiliation court à partir de la date figurant sur le cachet de la poste. Par exemple, lorsqu'il s'agit d'une résiliation à l'échéance, vous devez poster votre courrier au plus tard le 31 octobre de l'année en cours.

• Si nous en prenons l'initiative,

nous devons vous le notifier par lettre recommandée à votre dernier domicile connu dans les délais prévus.

• VOTRE COTISATION APRÈS LA RÉSILIATION

Si votre contrat est résilié au cours d'une période d'assurance, nous vous remboursons la portion de cotisation afférente à la période postérieure à la résiliation, sauf lorsqu'elle résulte du non paiement de la cotisation (cette portion nous est alors due à titre d'indemnité).

• RENONCIATION AU CONTRAT SOUSCRIT DANS LE CADRE D'UN DÉMARCHAGE À DOMICILE OU SUR LE LIEU DE TRAVAIL

Si, en tant que personne physique, vous avez fait l'objet d'un démarchage à votre domicile, votre résidence ou votre lieu de travail, même à votre demande, et si vous avez signé dans ce cadre une proposition d'assurance ou un contrat à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de votre activité commerciale ou professionnelle, vous avez la faculté d'y renoncer **par lettre recommandée avec demande d'avis de réception** pendant le délai de quatorze jours calendaires révolus à compter du jour de la conclusion du contrat, sans avoir à justifier de motifs ni à supporter de pénalités.

Cette disposition n'est pas applicable :

- pour les contrats souscrits pour une durée maximale d'un mois,
- si vous avez eu connaissance d'un sinistre mettant en jeu le contrat.

Vous devez nous notifier votre volonté de renoncer à l'adresse suivante NEXX Assurances - Chauray - 79036 NIORT CEDEX 09. Votre demande intégrera la phrase « Je soussigné (nom et prénom) exerce mon droit à renonciation prévu par l'article L.112-9 du Code des assurances* pour mon contrat « Auto » numéro (indiquer le numéro inscrit sur vos Conditions Particulières), concernant mon véhicule marque, modèle, immatriculation) souscrit le (date de souscription du contrat)».

Votre contrat sera résilié à compter de la date de réception de votre lettre.

• ABSENCE DE DROIT DE RENONCIATION EN CAS DE SOUSCRIPTION D'UN CONTRAT A DISTANCE

Vous ne bénéficiez pas d'un droit à renonciation en cas de souscription d'un contrat à distance.

● Dispositions diverses

• FRANCHISE*

Vous conservez à votre charge, pour certains sinistres, une ou plusieurs franchises dont le(s) montant(s) est (sont) indiqué(s) sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières).

Le montant des franchises peut être modifié au début de chaque année d'assurance. Vous en serez informé par votre avis d'échéance.

Si vous n'acceptez pas cette majoration vous pouvez dans les 30 jours où elle a été portée à votre connaissance, résilier votre contrat.

Votre garantie est maintenue aux conditions antérieures jusqu'à la résiliation qui prend effet un mois après que vous nous ayez adressé votre demande par lettre recommandée.

Cette faculté de résiliation ne s'applique pas aux franchises dont les montants sont fixés par les Pouvoirs Publics.

• PRESCRIPTION

Article L114-1 du Code des assurances

Toutes actions dérivant de cette garantie sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1° en cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance,

2° en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Pour les contrats d'assurance sur la vie, nonobstant les dispositions du 2°, les actions du bénéficiaire sont prescrites au plus tard trente ans à compter du décès de l'assuré.

Article L114-2 du Code des assurances

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription (citation en justice même en référé, actes d'exécution forcée à l'encontre de celui que l'on veut empêcher de prescrire, reconnaissance du droit de celui contre lequel la prescription devrait jouer) et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Article L114-3 du Code des assurances

Par dérogation à l'article 2254 du Code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

• COMMUNICATION DES INFORMATIONS

Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 : vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition sur les informations vous concernant ; ces informations sont destinées à NEXX Assurance SA, responsable du traitement, à des fins de gestion et de suivi de vos contrats, d'analyse et d'exploitation commerciale ; elles pourront être transmises aux entités du groupe mutuel MAAF et aux partenaires contractuellement liés. Vous disposez du droit de vous opposer à ce que ces données fassent l'objet d'un traitement à des fins de prospection ou soient transmises à des tiers. Si vous souhaitez exercer vos droits ou obtenir des informations complémentaires, il vous suffit de nous écrire à NEXX Assurance SA - Coordination informatique et libertés - Chauray - 79036 NIORT cedex 9.

• SERVICE QUALITÉ CLIENTS

Concernant le traitement de vos insatisfactions, vous pouvez contacter le service Qualité Clients à l'adresse suivante : NEXX Assurances - Chauray 79036 NIORT Cedex 09. Si le désaccord persiste après la réponse donnée par le service Qualité Clients, vous pouvez solliciter le médiateur du GEMA (groupement des entreprises Mutuelles Assurances) 9 rue de Saint Petersburg 75008 PARIS.

• DROIT APPLICABLE

La langue et la loi qui sont applicables entre vous et nous sont françaises.

Ce contrat est régi par le Code des assurances. L'autorité chargée du contrôle de l'assureur est l'Autorité de Contrôle Prudentiel, 61 rue Taitbout, 75436 PARIS CEDEX 09.

• FONDS DE GARANTIE

Nous vous informons de l'existence :

- du Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (<http://www.fga.fr>),
- du Fonds de garantie des victimes d'actes de Terrorisme et d'autres infractions (<http://www.fgti.fr>).

- **INFORMATION PARTICULIÈRE CONCERNANT LA VENTE À DISTANCE**

Les informations qui vous ont été données à l'occasion de la vente à distance de votre contrat revêtent un caractère commercial et sont valables jusqu'au 31 décembre de l'exercice en cours.

- **USAGE DU VÉHICULE ASSURÉ**

Votre cotisation est établie en fonction de l'usage du véhicule.

Vous avez déclaré utiliser votre véhicule conformément à l'usage figurant sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) : cet usage doit, SOUS PEINE DES SANCTIONS PRÉVUES page 65, correspondre à son utilisation.

Toute modification de cette utilisation doit faire l'objet d'une déclaration dans les conditions prévues page 64.

DÉFINITIONS DES USAGES

- **Promenade et Trajet-Travail**

Le véhicule peut être utilisé pour des déplacements d'ordre privé et pour le trajet aller et retour du domicile au lieu de travail.

- **Affaires et Promenade**

Le véhicule assuré peut être utilisé pour des déplacements d'ordre privé ou professionnel (à l'exception des véhicules nécessitant l'usage "Tous déplacements").

- **Tous Déplacements**

Le véhicule assuré peut être utilisé pour l'une des professions suivantes : auto-école, démarcheur et courtier, représentant, visiteur médical, soins à domicile (infirmier, ...). Est exclu le transport public de marchandises.

- **Retraite**

Vous avez plus de 55 ans et n'exercez aucune activité professionnelle : votre véhicule peut être utilisé uniquement pour des déplacements d'ordre privé.

- **Taxi**

Vous possédez les agréments nécessaires pour que le véhicule assuré soit utilisé pour des transports de personnes à titre onéreux (taxi, transports d'écoliers).

Votre coefficient Bonus/Malus

● Signification du coefficient Bonus/Malus

C'est l'instrument de mesure de votre Bonus ou de votre Malus

- **Lorsqu'il est inférieur à 1, il vous donne par différence votre taux de Bonus.**

Ex. : coefficient 0,80 = 20 % de Bonus.

- **Lorsqu'il est supérieur à 1, il vous donne par différence votre taux de Malus.**

Ex. : coefficient 1,25 = 25 % de Malus.

Lors de la souscription de votre contrat il est mentionné sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières). Affecté à la cotisation de référence, il est un des éléments de calcul de la cotisation que vous devez régler.

Les conditions d'application et d'évolution de ce coefficient Bonus/ Malus sont fixées par un arrêté ministériel qui s'impose à toutes les Sociétés d'Assurance. Cet arrêté a été modifié le 22/11/1991.

● Comment évolue le coefficient Bonus/Malus

Le coefficient d'origine, c'est-à-dire celui affecté à un conducteur lors de sa première année d'assurance, est égal à 1. Celui qui figure sur votre fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) dépend de votre passé d'assurance.

Il évolue à l'échéance, après chaque année d'assurance, en fonction du nombre de sinistres.

LE COEFFICIENT ÉVOLUE À LA BAISSÉ EN L'ABSENCE DE SINISTRE RESPONSABLE

Il est multiplié par 0,95 (ou par 0,93 si vous avez souscrit l'usage "TAXI" ou "TOUS DÉPLACEMENTS").

Ex. : Au 01/01/2011 : coefficient Bonus/Malus = 0,80 (soit 20 % de Bonus)

Au 01/01/2012 : coefficient Bonus/Malus = $0,80 \times 0,95 = 0,76$ (soit 24 % de Bonus)

Le coefficient Bonus/Malus ne peut être inférieur à 0,50 (50 % de Bonus).

LE COEFFICIENT ÉVOLUE À LA HAUSSE EN CAS DE SINISTRE RESPONSABLE

Chaque sinistre engageant la responsabilité de l'assuré entraîne, sauf exception*, une majoration :

- **Si la responsabilité de l'assuré est totalement engagée, le coefficient est multiplié pour chaque sinistre par 1,25 (ou par 1,20 si vous avez souscrit l'usage "TAXI" ou "TOUS DÉPLACEMENTS").**

Ex. : Au 01/01/2011 : coefficient Bonus/Malus = 0,80 (soit 20 % de Bonus)

Si vous êtes entièrement responsable d'un sinistre au cours de l'année 2011 :

Au 01/01/2012 : coefficient Bonus/Malus = $0,80 \times 1,25 = 1,00$ (ni Bonus ni Malus)

Si vous êtes entièrement responsable de 2 sinistres au cours de l'année 2011 :

Au 01/01/2012 : coefficient Bonus/Malus = $0,80 \times 1,25 \times 1,25 = 1,25$ (soit 25 % de Malus)

Les sinistres pris en compte pour le calcul de votre coefficient au 01/01/2012 sont ceux survenus du 01/11/2010 au 31/10/2011.

- **Si la responsabilité de l'assuré n'est que partiellement engagée, la majoration est réduite de moitié : le coefficient est multiplié par 1,125 (ou 1,10 si vous avez souscrit l'usage "TAXI" ou "TOUS DÉPLACEMENTS").**

Le coefficient Bonus/Malus ne peut être supérieur à 3,50.

Après deux années consécutives sans sinistre, le coefficient appliqué ne peut être supérieur à 1,00.

* Exception

Aucune majoration n'est appliquée pour le premier sinistre survenu après une première période d'assurance d'au moins 3 ans au cours de laquelle le coefficient Bonus/Malus a été égal à 0,50.

(Pour plus de renseignements reportez-vous à la clause Bonus/Malus page 73).

● Bonus/Malus

ARTICLE 1

Lors de chaque échéance annuelle du contrat, la cotisation due par l'assuré est déterminée en multipliant le montant de la cotisation de référence, telle qu'elle est définie à l'Article 2, par un coefficient dit "coefficient de réduction-majoration", fixé conformément aux Articles 4 et 5 suivants. Le coefficient d'origine est de 1.

ARTICLE 2

La cotisation de référence est la cotisation établie par l'assureur pour le risque présentant les mêmes caractéristiques techniques que celles présentées par l'assuré et figurant au tarif communiqué par l'assureur au ministre chargé de l'Economie et des Finances dans les conditions prévues à l'Article R 310-6.

Les caractéristiques techniques concernent le véhicule, la zone géographique de circulation ou de garage, l'usage socio-professionnel ou le kilométrage parcouru, éventuellement la conduite exclusive du véhicule, ainsi que les réductions éventuelles figurant au tarif des entreprises d'assurance.

Cette cotisation de référence ne comprend pas les majorations éventuellement prévues pour les circonstances aggravantes énumérées à l'Article A 335-9-2 du Code des assurances. En revanche, pour l'application des dispositions de la clause, cette cotisation de référence comprend la surprime éventuellement prévue pour les conducteurs novices à l'Article A 335-9-1 du Code des assurances (1) ainsi que les réductions éventuelles mentionnées à l'Article A 335-9-3. (5)

ARTICLE 3

La cotisation sur laquelle s'applique le coefficient de réduction-majoration est la cotisation de référence définie à l'Article précédent, pour la garantie des risques de Responsabilité civile, de dommages au véhicule, de vol, d'incendie, de bris des glaces et de catastrophes naturelles.

ARTICLE 4

Après chaque période annuelle d'assurance sans sinistre, le coefficient applicable est celui utilisé à la précédente échéance réduit de 5 %, arrêté à la deuxième décimale et arrondi par défaut (2) ; toutefois, lorsque le contrat garantit un véhicule utilisé pour un usage "Tournées" ou "Tous Déplacements", la réduction est égale à 7 %.

Le coefficient de réduction-majoration ne peut être inférieur à 0,50.

Aucune majoration n'est appliquée pour le premier sinistre survenu après une première période d'au moins trois ans au cours de laquelle le coefficient de réduction-majoration a été égal à 0,50.

ARTICLE 5

Un sinistre survenu au cours de la période annuelle d'assurance majore le coefficient de 25 % ; un second sinistre majore le coefficient obtenu de 25 %, et il en est de même pour chaque sinistre supplémentaire.

Le coefficient obtenu est arrêté à la deuxième décimale (3) et arrondi par défaut.

Si le véhicule assuré est utilisé pour un usage "Tournées" ou "Tous Déplacements", la majoration est égale à 20 % par sinistre.

La majoration est, toutefois, réduite de moitié lorsque la responsabilité du conducteur n'est que partiellement engagée, notamment lors d'un accident mettant en cause un piéton ou un cycliste.

En aucun cas le coefficient de réduction-majoration ne peut être supérieur à 3,50.

Après deux années consécutives sans sinistre, le coefficient applicable ne peut être supérieur à 1.

ARTICLE 6

Ne sont pas à prendre en considération pour l'application d'une majoration les sinistres devant donner lieu ou non à une indemnisation, lorsque :

- 1°) L'auteur de l'accident conduit le véhicule à l'insu du propriétaire ou de l'un des conducteurs désignés, sauf s'il vit habituellement au foyer de l'un de ceux-ci ;
- 2°) La cause de l'accident est un événement, non imputable à l'assuré, ayant les caractéristiques de la force majeure ;
- 3°) La cause de l'accident est entièrement imputable à la victime ou à un tiers.

ARTICLE 7

Le sinistre survenu à un véhicule en stationnement par le fait d'un tiers non identifié alors que la responsabilité de l'assuré n'est engagée à aucun titre, ou lorsque le sinistre met en jeu uniquement l'une des garanties suivantes : vol, incendie, bris de glace, n'entraîne pas l'application de la majoration prévue à l'Article 5 et ne fait pas obstacle à la réduction visée à l'Article 4.

ARTICLE 8

Lorsqu'il est constaté qu'un sinistre ne correspond pas à la qualification qui lui avait été donnée initialement, la rectification de la cotisation peut être opérée, soit par le moyen d'une quittance complémentaire, soit à l'occasion de l'échéance annuelle suivant cette constatation.

Aucune rectification de cotisation ne sera, toutefois, effectuée si la constatation est faite au-delà d'un délai de deux ans suivant l'échéance annuelle postérieure à ce sinistre.

ARTICLE 9

La période annuelle prise en compte pour l'application des dispositions de la présente clause est la période de douze mois consécutifs précédant de deux mois l'échéance annuelle du contrat.

Si le contrat est interrompu ou suspendu pour quelque cause que ce soit, le taux de réduction ou de majoration appliqué à l'échéance précédente reste acquis à l'assuré mais aucune réduction nouvelle n'est appliquée, sauf si l'interruption ou la suspension est au plus égale à trois mois.

Par exception aux dispositions précédentes, la première période d'assurance prise en compte peut être comprise entre neuf et douze mois.

ARTICLE 10

Le coefficient de réduction-majoration acquis au titre du véhicule désigné au contrat est automatiquement transféré en cas de remplacement de ce véhicule ou en cas d'acquisition d'un ou plusieurs véhicules supplémentaires.

Toutefois, le transfert de la réduction n'est applicable que si le ou les conducteurs habituels du ou des véhicules désignés aux Conditions Particulières du contrat demeurent les mêmes, sauf en cas de réduction du nombre des conducteurs.

ARTICLE 11

Si le contrat concerne un véhicule précédemment garanti par un autre assureur, le coefficient de réduction-majoration applicable à la première cotisation est calculé en tenant compte des indications qui figurent sur le relevé d'informations mentionné à l'Article 12 ci-après, et des déclarations complémentaires de l'assuré.

ARTICLE 12

L'assureur délivre au souscripteur un relevé d'informations lors de la résiliation du contrat par l'une des parties et dans les quinze jours à compter de la demande expresse du souscripteur.

Ce relevé comporte notamment les indications suivantes :

- date de souscription du contrat ;
- n° d'immatriculation du véhicule ;
- nom, prénom, date de naissance, numéro et date de délivrance du permis de conduire du souscripteur et de chacun des conducteurs désignés au contrat ;
- nombre, nature, date de survenance et conducteur responsable des sinistres survenus au cours des cinq périodes annuelles précédant l'établissement du relevé d'informations, ainsi que la part de responsabilité retenue ;
- le coefficient de réduction-majoration appliqué à la dernière échéance annuelle ;
- la date à laquelle les informations ci-dessus ont été arrêtées.

ARTICLE 13

Le conducteur qui désire être assuré auprès d'un nouvel assureur s'engage à fournir à celui-ci le relevé d'informations délivré par l'assureur du contrat qui le garantissait précédemment, au souscripteur de ce contrat.

ARTICLE 14

L'assureur doit indiquer sur l'avis d'échéance ou la quittance remise à l'assuré :

- le montant de la cotisation de référence ;
- le coefficient de réduction-majoration prévu à l'Article A 121-1 du Code des assurances ;
- la cotisation nette après application de ce coefficient ;
- la ou les majorations éventuellement appliquées conformément à l'Article A 335-9-2 du Code des assurances (4) ;
- la ou les réductions éventuellement appliquées conformément à l'Article A 335-9-3 du Code des assurances (5).

(1) Article A 335-9-1 du Code des assurances

En assurance de Responsabilité civile automobile, la cotisation de référence visée à l'Article 2 de l'annexe à l'Article A 121-1, peut donner lieu pour les assurés ayant un permis de moins de trois ans et pour les assurés ayant un permis de trois ans et plus, mais qui ne peuvent justifier d'une assurance effective au cours des trois dernières années précédant la souscription du contrat, à l'application d'une surprime.

Cette surprime ne peut dépasser 100 % de la cotisation de référence.

Ce plafond est réduit à 50 % pour les conducteurs novices ayant obtenu leur permis de conduire dans les conditions visées à l'Article R 123-3 du Code de la Route.

Elle est réduite de la moitié de son taux initial après chaque année, consécutive ou non, sans sinistre engageant la responsabilité.

En cas de changement d'assureur, le nouvel assureur peut appliquer à l'assuré la même surprime que celle qu'aurait pu demander l'assureur antérieur en vertu des alinéas précédents.

La justification des années d'assurance est apportée, notamment, par le relevé d'informations prévu à l'Article 12 de la Clause Bonus/Malus ou tout autre document équivalent, par exemple, si l'assurance est souscrite hors de France.

(2) Exemple : après la première période annuelle, le coefficient est de 0,95 ; après la deuxième période annuelle, le coefficient est de 0,9025, arrêté et arrondi à 0,90 ; après la sixième période annuelle, le coefficient est de 0,722, arrêté et arrondi à 0,72; après la douzième période annuelle, le coefficient est de 0,513, arrêté et arrondi à 0,51.

(3) Exemple : après le premier sinistre, le coefficient est de 1,25 ; après le deuxième sinistre, le coefficient est de 1,5625, arrêté et arrondi à 1,56.

(4) Article A 335-9-2 du Code des assurances

En assurance de Responsabilité civile automobile, peuvent seulement être ajoutées à la cotisation de référence modifiée, le cas échéant, par les surprimes ou les réductions mentionnées respectivement aux Articles A 335-9-1 et A 335-9-3 et par l'application de la clause de réduction-majoration, les majorations limitativement énumérées ci-après. Ces majorations ne peuvent pas dépasser les pourcentages maximaux suivants de la cotisation désignée ci-après :

- Pour les assurés responsables d'un accident et reconnus en état d'imprégnation alcoolique au moment de l'accident : 150 %.
- Pour les assurés responsables d'un accident ou d'une infraction aux règles de la circulation qui a conduit à la suspension ou à l'annulation du permis de conduire :
 - suspension de deux à six mois : 50 %,
 - suspension de plus de six mois : 100 %.
- Annulation ou plusieurs suspensions de plus de deux mois au cours de la même période de référence telle qu'elle est définie à l'Article A 121-1 : 200 %.
- Pour les assurés coupables de délit de fuite après accident : 100 %.
- Pour les assurés n'ayant pas déclaré à la souscription d'un contrat une ou plusieurs des circonstances aggravantes indiquées ci-dessus ou n'ayant pas déclaré les sinistres dont ils ont été responsables au cours des trois dernières années précédant la souscription du contrat : 100 %.
- Pour les assurés responsables de trois sinistres ou plus au cours de la période annuelle de référence : 50 %.

Ces majorations sont calculées à partir de la cotisation de référence définie à l'Article 2 de la Clause Bonus/Malus, avant que celle-ci ne soit modifiée par la surprime prévue à l'Article A 335-9-1, ou par la réduction prévue à l'Article A 335-9-3, ou par l'application de la clause type de réduction-majoration des cotisations.

Le cumul de ces majorations ne peut excéder 400 % de la cotisation de référence ainsi définie.

Lorsque l'assuré justifie que la suspension ou l'annulation de son permis de conduire résulte, soit de la constatation de la conduite sous l'empire d'un état alcoolique, soit d'un délit de fuite, soit de ces deux infractions au Code de la Route, la majoration maximale fixée par l'assureur ne peut excéder, soit la majoration résultant, le cas échéant, de la somme des majorations du fait de ces infractions au Code de la Route, soit celle applicable pour la suspension ou l'annulation du permis de conduire.

Chaque majoration prévue au présent Article ne peut être exigée au-delà des deux années suivant la première échéance annuelle postérieure à la date à laquelle s'est produite la circonstance aggravante donnant lieu à la majoration.

(5) Article A 335-9-3 du Code des assurances

Abrogé par l'article 4 de l'Arrêté du 22 novembre 1991.

● Catastrophes naturelles

Cette garantie n'est accordée que lorsque le véhicule assuré bénéficie d'une garantie dommages.

1 - OBJET DE LA GARANTIE

La présente assurance a pour objet de garantir à l'assuré la réparation pécuniaire des dommages matériels directs non assurables à l'ensemble des biens garantis par le contrat ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel.

2 - CONDITION DE MISE EN JEU DE LA GARANTIE

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un Arrêté Interministériel ayant constaté l'état de Catastrophes naturelles.

3 - ÉTENDUE DE LA GARANTIE

La garantie couvre le coût des dommages matériels directs subis par les biens assurés, à concurrence de la valeur fixée au contrat et dans les limites et conditions prévues par celui-ci.

4 - FRANCHISE

L'assuré conserve à sa charge une franchise fixée par le Code des assurances et s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constituée par cette franchise.

5 - OBLIGATION DE L'ASSURÉ

L'assuré doit déclarer à l'assureur ou à son représentant local tout sinistre susceptible de faire jouer la garantie dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les dix jours suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de Catastrophes naturelles.

Quand plusieurs assurances contractées par l'assuré peuvent permettre la réparation des dommages matériels directs non assurables résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel, l'assuré doit, en cas de sinistre et dans le délai mentionné au précédent alinéa, déclarer l'existence de ces assurances aux assureurs intéressés. Dans le même délai, il déclare le sinistre à l'assureur de son choix.

6 - NOS OBLIGATIONS

Nous devons verser l'indemnité due au titre de la présente garantie dans un délai de trois mois, à compter de la date de remise par l'assuré de l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de publication de l'Arrêté Interministériel constatant l'état de Catastrophes naturelles, lorsque celle-ci est postérieure. A défaut, et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

● Fonctionnement des garanties « Responsabilité civile » dans le temps

ANNEXE DE L'ARTICLE A. 112 DU CODE DES ASSURANCES
FICHE D'INFORMATION RELATIVE AU FONCTIONNEMENT
DES GARANTIES "RESPONSABILITÉ CIVILE" DANS LE TEMPS

Avertissement

La présente fiche d'information vous est délivrée en application de l'article L. 112-2 du Code des assurances.

Elle a pour objet d'apporter les informations nécessaires à une bonne compréhension du fonctionnement de la garantie de Responsabilité civile dans le temps.

Elle concerne les contrats souscrits ou reconduits postérieurement à l'entrée en vigueur le 3 novembre 2003 de l'article 80 de la loi n° 2003-706. Les contrats souscrits antérieurement font l'objet de dispositions particulières précisées dans la même loi.

Comprendre les termes

Fait dommageable

Fait, acte ou événement à l'origine des dommages subis par la victime et faisant l'objet d'une réclamation.

Réclamation

Mise en cause de votre responsabilité, soit par lettre adressée à l'assuré ou à l'assureur, soit par assignation devant un tribunal civil ou administratif. Un même sinistre peut faire l'objet de plusieurs réclamations, soit d'une même victime, soit de plusieurs victimes.

Période de validité de la garantie

Période comprise entre la date de prise d'effet de la garantie et, après d'éventuelles reconductions, sa date de résiliation ou d'expiration.

Période subséquente

Période se situant après la date de résiliation ou d'expiration de la garantie. Sa durée est précisée par le contrat. Elle ne peut être inférieure à cinq ans.

Si votre contrat garantit exclusivement votre Responsabilité civile vie privée, reportez-vous au I.

Sinon, reportez-vous au I et au II.

I. - Le contrat garantit votre Responsabilité civile vie privée

En dehors de toute activité professionnelle, la garantie est déclenchée par le fait dommageable.

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

II. - Le contrat garantit la Responsabilité civile encourue du fait d'une activité professionnelle

Le contrat d'assurance doit préciser si la garantie est déclenchée par le "fait dommageable" ou si elle l'est par "la réclamation".

Lorsque le contrat contient à la fois des garanties couvrant votre Responsabilité civile du fait d'activité professionnelle et des garanties couvrant votre Responsabilité civile vie privée, ces dernières sont déclenchées par le fait dommageable (cf. I).

Certains contrats, pour lesquels la loi prévoit des dispositions particulières, dérogent cependant à cette disposition ; c'est le cas par exemple en matière d'assurance décennale obligatoire des activités de construction.

1. Comment fonctionne le mode de déclenchement par "le fait dommageable" ?

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

2. Comment fonctionne le mode de déclenchement “par la réclamation” ?

Quel que soit le cas, la garantie de l'assureur n'est pas due si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci.

2.1. Premier cas : la réclamation du tiers est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période de validité de la garantie souscrite.

L'assureur apporte sa garantie, même si le fait à l'origine du sinistre s'est produit avant la souscription de la garantie.

2.2. Second cas : la réclamation est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période subséquente.

Cas 2.2.1. : l'assuré n'a pas souscrit de nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation couvrant le même risque.

L'assureur apporte sa garantie.

Cas 2.2.2. : l'assuré a souscrit une nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation auprès d'un nouvel assureur couvrant le même risque.

C'est la nouvelle garantie qui est mise en œuvre, sauf si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci, auquel cas, c'est la garantie précédente qui intervient.

Aussi, dès lors qu'il n'y a pas d'interruption entre deux garanties successives et que la réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur avant l'expiration du délai subséquent de la garantie initiale, l'un des deux assureurs est nécessairement compétent et prend en charge la réclamation.

Lorsque la garantie initiale est déclenchée pendant la période subséquente, le plafond de l'indemnisation ne peut être inférieur à celui de la garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de sa résiliation ou de son expiration.

3. En cas de changement d'assureur.

Si vous avez changé d'assureur et si un sinistre, dont le fait dommageable est intervenu avant la souscription de votre nouveau contrat, n'est l'objet d'une réclamation qu'au cours de votre nouveau contrat, il faut déterminer l'assureur qui vous indemniserà. Selon le type de contrats, l'ancien ou le nouvel assureur pourra être valablement saisi. Reportez-vous aux cas types ci-dessous.

3.1. L'ancienne et la nouvelle garantie sont déclenchées par le fait dommageable.

La garantie qui est activée par la réclamation est celle qui est ou était en cours de validité à la date de survenance du fait dommageable.

3.2. L'ancienne et la nouvelle garantie sont déclenchées par la réclamation.

Votre ancien assureur devra traiter la réclamation si vous avez eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation vous est adressée ou l'est à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.

Si vous n'avez pas eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie, c'est votre nouvel assureur qui accueillera votre réclamation.

3.3. L'ancienne garantie est déclenchée par le fait dommageable et la nouvelle garantie est déclenchée par la réclamation.

Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de l'ancienne garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable.

Dans l'hypothèse où le montant de cette garantie serait insuffisant, la garantie nouvelle déclenchée par la réclamation sera alors amenée à compléter cette insuffisance pour autant que vous n'avez pas eu connaissance du fait dommageable avant la date de souscription de votre nouvelle garantie.

Si le fait dommageable s'est produit avant la prise d'effet de l'ancienne garantie et est demeuré inconnu de l'assuré à la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est le nouvel assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable.

3.4. L'ancienne garantie est déclenchée par la réclamation et la nouvelle garantie est déclenchée par le fait dommageable.

Si le fait dommageable s'est produit avant la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation est adressée à l'assuré ou à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.

Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de la nouvelle garantie, c'est bien entendu l'assureur de cette dernière qui doit traiter la réclamation.

4. En cas de réclamations multiples relatives au même fait dommageable.

Un même fait dommageable peut être à l'origine de dommages multiples qui interviennent ou se révèlent à des moments différents. Plusieurs réclamations ont alors vocation à être successivement adressées par les différents tiers concernés. Dans ce cas, le sinistre est considéré comme unique. En conséquence, c'est le même assureur qui prend en charge l'ensemble des réclamations.

Si le fait dommageable s'est produit alors que votre contrat était déclenché sur la base du fait dommageable, c'est donc votre assureur à la date où le fait dommageable s'est produit qui doit traiter les réclamations.

Si vous n'étiez pas couvert sur la base du fait dommageable à la date du fait dommageable, l'assureur qui doit être désigné est celui qui est compétent, dans les conditions précisées aux paragraphes II-1, II-2 et II-3 ci-dessus, au moment de la formulation de la première réclamation.

Dès lors que cet assureur est compétent au titre de la première réclamation, les réclamations ultérieures seront alors traitées par ce même assureur, quelle que soit la date à laquelle ces réclamations sont formulées, même si la période subséquente est dépassée.

ACCESOIRES HORS SÉRIE

Éléments ajoutés ou **fixés à votre véhicule** (jantes spéciales, toit ouvrant, rideaux...) après sa sortie d'usine ou des ateliers de l'importateur. Les options constructeur et les aménagements professionnels ne sont pas considérés comme des accessoires hors série.

AMÉNAGEMENTS PROFESSIONNELS

Éléments ou parties de votre véhicule, fixés à celui-ci, destinés à **permettre ou faciliter l'exercice de votre activité professionnelle** (caisse frigorifique, rayonnages, peintures publicitaires, taximètre, radio-téléphone...).

APPAREIL TERRESTRE

Engin construit en vue d'effectuer un travail particulier (bétonnière, compresseur...).

ASSURÉ

Personne bénéficiant des garanties du contrat.

CARTE VERTE

Document remis lors de la souscription du contrat et après chaque échéance, servant d'attestation d'assurance et vous permettant de voyager à l'étranger dans les pays où la mention n'a pas été rayée sur celle-ci.

CHÈQUE DE BANQUE

Chèque émis par la banque et dont la provision est certaine.

CODE DES ASSURANCES (C.D.A.)

C'est l'ouvrage qui regroupe l'ensemble des textes régissant l'activité de l'assurance, notamment les obligations de l'assuré et de l'assureur.

CONJOINT

C'est l'époux non séparé de corps, le partenaire lié par un pacte de solidarité civil ou le concubin, en mesure d'établir qu'il a durablement créé une communauté maritale de vie, d'intérêts, de biens.

DÉCHÉANCE

C'est une sanction qui frappe l'assuré qui ne remplit pas ses obligations après un sinistre : il ne reçoit pas l'indemnité prévue.

ECHÉANCE

C'est le point de départ d'une période annuelle d'assurance et c'est la date à laquelle vous devez payer votre cotisation pour être assuré l'année à venir.

ÉTAT ALCOOLIQUE

L'état alcoolique se définit par le taux d'alcoolémie à partir duquel le conducteur peut faire l'objet d'une sanction pénale.

FAUTE INEXCUSABLE

La faute inexcusable s'entend d'une faute d'une gravité exceptionnelle, dérivant d'un acte ou d'une omission volontaire, de la conscience du danger que devait en avoir son auteur, de l'absence de toute cause justificative mais ne comportant pas d'élément intentionnel.

FRANCHISE

C'est la part des dommages restant à la charge de l'assuré.

GARDIEN

Personne qui possède les pouvoirs d'usage, de direction ou de contrôle sur le véhicule.

INVALIDITÉ PERMANENTE

C'est le déficit physiologique résultant des blessures consécutives au sinistre.

OPTIONS CONSTRUCTEUR

Éléments modifiant ou améliorant le véhicule de série et qui ont été proposés et montés par le constructeur ou l'importateur (autoradio, GPS, direction assistée, vitres teintées...).

PIÈCES DE RÉEMPLOI

Ce sont les pièces issues du démontage de véhicules. Ce sont des pièces en état standard conformes à la législation en vigueur, répondant aux caractéristiques suivantes : bon état de marche, de sécurité, de conservation et de présentation, exemptes de toute anomalie rendant obsolète l'usage de la pièce.

Ces pièces ne font pas l'objet d'une remise en l'état à l'origine, mais font simplement appel à un démontage, des contrôles, et une présentation lui permettant un bon fonctionnement dans le cadre de sa destination première.

PRÉPOSÉ

Personne qui accomplit un acte ou une fonction déterminée sous la direction ou le contrôle d'une autre.

SINISTRE

Réalisation d'un événement pouvant entraîner l'application des garanties du contrat.

STUPÉFIANTS

Substances ou plantes classées comme telles et qui exposent le conducteur qui en a fait usage à des sanctions pénales.

TIERS

Toute personne autre que l'assuré.

VALEUR ARGUS

C'est la valeur du véhicule défini par « l'Argus de l'automobile ». Elle tient compte de la date de 1ère mise en circulation, du kilométrage, de la présence d'options et de l'état d'entretien du véhicule. Si le véhicule n'est plus coté par l'Argus, sera retenue la dernière valeur argus publiée.

VALEUR D'ACQUISITION

C'est le prix du véhicule assuré tel que défini dans les garanties Dommages au véhicule assuré et son contenu, des frais de préparation et de transport figurant sur la facture d'achat déduction faite des remises obtenues.

VALEUR DE REMPLACEMENT

La valeur du véhicule assuré, au jour du sinistre, établie à dire d'expert.

VÉHICULE DE SÉRIE

Le véhicule, tel qu'il est prévu au catalogue du constructeur ou de l'importateur.

VÉTUSTÉ

Dépréciation provoquée par l'effet de facteurs tels que l'âge, l'utilisation...

VOUS

Le souscripteur du présent contrat désigné sur la fiche personnalisée d'assurance (Conditions Particulières) ou toute autre personne qui lui serait substituée par accord des parties ou du fait du décès du souscripteur précédent.



NEXX Assurance S.A.

Société Anonyme au capital de 16 182 000 €
entièrement versé.

Siège social :

Chaban de Chauray - 79000 NIORT

Pour toute correspondance :

NEXX Assurances - 79036 NIORT Cedex 9
RCS Niort 403 329 519 - Code APE 6512 Z
Entreprise régie par le Code des Assurances
N° TVA Intracommunautaire FR 93 403 329 519